

DOSSIER  
ELECTIONS

# la Gueule ouverte



Combat Non-violent

*Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile*

## LES ELECTIONS PASSIONNENT LA FRANCE



RÉVEILLENZ-MOI  
AVANT LA FERMETURE  
DES BUREAUX  
DE VOTE ...

# OUVERTURE

**N**OUS entrons en période électorale. Surenchère et criaileries. Promesses délirantes et démagogie à tous les étages. Simplifications, manipulations, chantage et prises d'otages. L'otage, c'est le citoyen-électeur. Que va faire l'écologie là-dedans ?

*Ce que font généralement les sciences ou les arts qui descendent sur la place publique : se compromettre.*

*Gêneurs pour les uns, forces d'appoint pour les autres, arbitres pour tous, les écologistes sont coincés dans un jeu qu'ils n'ont pas choisi, sur un terrain qui n'est pas le leur.*

*Et pourtant ! Pouvaient-ils ignorer complètement cet élément si fondamental de la vie civique. Le vote est un acte bien vain, au regard de tous les actes politiques de la vie (manger, travailler, faire l'amour...). Mais c'est un acte ressenti (à tort) comme très politique par la plupart des citoyens.*

*Aux écologistes d'expliquer cela. Plus qu'un vrai «score», ce serait là, pour eux, un fait positif. Quant au reste, tout sera à faire en avril, quel que soit le résultat de mars. C'est sans doute le seul point qui fasse chez nous l'unanimité.*

ARTHUR

Je suis venu  
ici pour vous dire  
que vous auriez mieux  
fait de rester chez  
vous cultiver  
votre jardin



# COURRIER

## Le PS et l'énergie

Ce texte est le compte rendu d'une séance d'information tenue par M. Poperen, le 6 décembre dernier à Bron afin d'exposer le programme énergétique du parti socialiste.

L'analyse de la situation passe par un bref inventaire des ressources sur le mode fugitif d'approximation ; à savoir : très peu de pétrole - Charbon ? bof ; ressources hydrauliques intéressantes mais modestes.

De cette première constatation de pauvreté jaillit la nécessité de chercher ailleurs les formes nouvelles d'énergie : on prit donc le chemin des barils de pétrole. En 1973 surgit la crise de l'approvisionnement, de la rentabilité. La mise en place de l'équipement nucléaire est accélérée (plan Messmer). On tend au tout nucléaire (c'est-à-dire faire une part de 45 % à l'énergie nucléaire dans la production d'électricité).

Ce qui indignait tant les socialistes tient dans ce petit mot : tout nucléaire, voilà que l'on recommence à mettre ses œufs dans le même panier, c'est bien maladroit. Un mot en passant très vite sur les risques inhérents à cette technique.

Puis M. Poperen annonce le programme socialiste et son cheval de bataille : diversification des sources d'approvisionnement. Il propose donc :  
- une utilisation rationnelle des énergies traditionnelles avec la reprise de l'exploitation des mines de charbon en faisant une plus large part (9-10 %) à la houille blanche, en di-

versifiant les sources d'approvisionnement pétrolier.

- Et de faire appel aux énergies nouvelles : un million de logements pourraient être équipés en solaire dans les cinq années à venir ; des ressources en géothermie, en réserves minérales (schistes bitumineux) restent à exploiter.

Mais lorsque le parti socialiste fait ses comptes sur les bases du programme commun qui demande pour sa réalisation 6 000 Mega W électrique, il ne s'y retrouve pas.

Il n'est pas question de revoir l'estimation des besoins, par ses calculs le parti socialiste a conscience de s'inscrire dans la ligne normale du progrès humain étant entendu qu'énergie = progrès. Il se résout donc, c'est bien dommage mais que voulez-vous à recourir au nucléaire. Contre les 5 000 Mega W nucléaire prévus par le gouvernement il propose d'introduire pour 3 000 Mega W de nucléaire dans le budget énergétique. Ceci assurerait de 20 à 25 % des ressources (contre 45 %). Les garanties de sécurité nécessaires ne sont pas réunies d'où un moratoire de deux ans, pendant lesquels rien de nouveau n'est entrepris, on termine juste ce qui a été commencé. Après on sera assez grand pour ne plus avoir peur de ces bêtises de déchets radioactifs, de pollution thermique, de tous les avatars que cette technique a le mauvais goût de multiplier.

L'indépendance énergétique sera assurée parce que l'on congédiera Westinghouse au

profit de la filière graphite-gaz (l'approvisionnement en uranium ?).

C'est donc un parti responsable qui annonce : «On peut discuter la part, on ne peut discuter la nécessité», manière élégante d'escamoter le problème.

Se posent maintenant les questions de méthode :

1 - débat sanctionné par un vote à l'Assemblée  
2 - référendum. (Mais lancer un référendum suppose que l'on considère les deux issues : comment vous débrouillerez-vous M. Poperen avec vos chiffres s'il vous faut renoncer aux 3 000 Mega W nucléaire ? Le référendum sur les bases faussées de la proposition : nucléaire = progrès et qui dans la mesure où l'on n'envisage pas d'alternative se convertira en mascarade au cours de laquelle on se propose de ramener les Français à la raison).

Pour la première fois est revendiqué le choix des sources d'énergie. Parce qu'une technique aussi aliénante que le nucléaire (danger, centralisation, militarisation) apparaît incompatible avec le souci d'une société réellement socialiste ; que ce choix serait irréversible, tant sur les plans humain qu'écologique ; nous n'acceptons pas qu'un problème semblable soit escamoté à des fins électoralistes. S'il est certain que la maîtrise de l'appareil productif est la condition première de l'inflexion de la croissance, et que cette maîtrise ne saurait être abandonnée plus longtemps à un gouvernement qui a donné assez de preuves de son incapacité, il n'est pas moins certain qu'une technique présente des exigences et qu'en l'occurrence le nucléaire, dans sa logique, est incompatible avec une société socialiste. Il faut poser le problème dans toute son ampleur politique sans recourir à des expédients, problème qui est celui du choix des gérants de l'appareil de production mais aussi de l'appareil de production lui-même.

Il est toujours ennuyeux d'avoir à critiquer et charger des gens avec lesquels on partage beaucoup de révoltes et beaucoup d'espoirs, surtout lorsque ces gens ont de longue lutte mis en place un rapport de forces qui s'infléchit actuellement à leur avantage et j'aimerais que l'on excuse l'ironie avec laquelle je m'exprime. Simplement je crois que les retournements de la politique politicienne pèsent peu face aux bouleversements écologiques et je n'aimerais pas avoir à défendre ce qui m'importe contre les chiens loups et les CRS socialistes. Ce serait trop bête.

Élisabeth P.

gie est vital pour l'homme, pour sa santé, pour son équilibre. C'est en ces termes que s'exprime M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, au cours de sa visite au Parc National des Écrins. Il a ajouté «il y a contradiction entre l'écologie et la violence. C'est la même agressivité de l'être humain qui le pousse, ici, à saccager et à mutiler la nature, ailleurs, à se déchaîner en manifestations de violence. L'écologie appartient aux passionnés et aux non-violents.»

Bravo, Monsieur le Président ! Je partage totalement votre opinion. Il est vrai que les véritables écologistes sont des scientifiques peu imbues de leur savoir ; car, plus ils avancent dans leurs recherches, plus ils se rendent compte que leurs connaissances ne sont que parcelles par rapport aux grands mystères de la Vie sur notre planète. Au cours de nos stages, j'ai bavardé souvent le soir, à la belle étoile, avec Hubert Terry qui peut être considéré comme un des plus grands naturalistes scientifiques. De systématique, il redevenait un homme qui avouait la faiblesse de son savoir et le besoin qu'il avait d'approfondir ses connaissances. Nous interromptions souvent notre dialogue pour écouter la flûte mélodieuse des hiboux petit-duc. Son regard brillait alors d'un éclat particulier et il disait chaque fois, avec la même passion : «c'est beau !». Il retrouvait là une candeur juvénile, inhabituelle pour un homme de son âge.

Pendant que nous jouions aux «écologistes en herbe» dans notre «Centre Nature Plein Air» à Argelès sur Mer, d'autres hommes, écologistes et forces de l'ordre s'affrontaient à Malville. Ces manifestants avaient troqué, ce jour-là, leurs jumelles et livres d'observation contre des barres de fer et des matraques. Ils voulaient «casser du C.R.S.» ! Ils ont maintenant leur martyr : un homme tué par une grenade offensive. Bavures regrettables, diront les forces de l'ordre ; assassinat clameront les écologistes. Notre confrère «La Gueule Ouverte», dans son numéro de septembre, écrit à propos d'une réactualisation de la déclaration des Droits de l'Homme : Article 1 : «Tout individu manifestant, sans armes, sa volonté de vivre libre dans une société non-nucléaire, ne sera pas tué à coups de grenades offensives à Malville».

En lisant cela, je crie, je hurle : MENSONGE. Bruno, l'un de nos jeunes, savait dès le mois de mai, que la «manif» de Malville serait violente. Des responsables (...) lui avaient conseillé de se munir de matraques, de barres de fer, de casque de moto. J'ai essayé de lui montrer l'erreur tactique de cette manifestation. En vain. Pour un jeune, «taper sur la gueule d'un flic» est une preuve de virilité et d'esprit non conformiste.

A Malville, ils n'ont pas entendu le chant des hiboux petit-duc. Ils étaient entre HOMMES !

Roger SAIGNOL, Président national. C'était l'éditorial de Panda-Chouette N° 13 Novembre/décembre 1977 - le journal des jeunes pour la nature. Fédération des Jeunes pour la Nature Saint-Paul en Jarez 42320 La Grand-Croix tél. : (77) 75-25-74

## On a reçu ça !

«L'écologie est une science : c'est l'étude attentive des milieux vivants, et des rapports entre ces milieux et les êtres vivants, entre les espèces et la nôtre. Cet aspect de l'écolo-

# La Gueule Ouverte Combat Non-violent

Administration  
BP 26  
71800 La Clayette

Telephone : (85) 28 00 24

Telax : ECOPOLE 80 16 30 F

Notre telax est à la disposition des lecteurs.

Par l'intermédiaire d'un poste public Télax PTT, il est possible de nous envoyer des articles. De même nous pouvons recevoir des communiqués qu'à notre tour, avec notre propre telax, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous le mettions sur bande perforée).

SARL Editions Patatras au capital de 2100 F

Directeur de Publication  
Georges Didier

Abonnements :  
170 F à 250 F selon vos revenus,  
180 F minimum pour l'étranger,  
75 F pour cas sociaux patentés, chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards,  
Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :  
Les Editions Patatras  
BP 26  
71800 La Clayette

Changements d'adresse :  
joindre la dernière bande d'envoi et 2 F en timbres.

# ÉCOLOGIE N+1

## C'EST REPARTI POUR L'ÉCOLOGIE VIVANTE

La semaine dernière, dans le courrier des lecteurs, une lettre déplorait le naufrage du projet «Écologie N + 1». Fi de ce découragement ! Ce projet nous l'avons lancé, en y croyant très fort, vous demandant de le reprendre à votre compte : il s'agissait (il s'agit toujours) de créer, aussi loin que possible, un réseau solide de tous ceux qui (de tout ce qui) ont dépassé le ras-le-bol verbal-verbeux pour faire le pas de côté du choix alternatif. De réunir une vaste question lancée à la face des résignés comme des malheureux, des inconscients comme des insolents, née des essais, erreurs et bonheurs de tous les dingues qui tentent de vivre l'écologie aujourd'hui sans attendre le soutien logistique d'une très hypothétique révolution ni le terrain favorable d'un très douteux changement de régime.

Le but de l'opération serait de tisser (parallèlement à nos luttes contre les dangers du nucléaire ou de la militarisation pour ne citer que ces deux grosses bêtes) la jolie toile d'araignée de constructions positives : autogestion, consommation réduite, reprise en main d'une production raisonnable, collectivisation, redécouverte de l'individu au-delà des tabous et en deça des contraintes, utilisation des énergies douces, agriculture biologique, et cætera.

Il nous semblait qu'en réunissant (le temps d'une rencontre ou de façon plus définitive), les recherches et réalisations individuelles, nous pourrions plus facilement avancer les uns et les autres, nous aurions davantage de chance de faire tâche d'huile en présentant pour une fois au public non averti, non plus seulement

le visage de la révolte mais celui des désirs (les nôtres, les leurs) et du commencement de leur réalisation.

Maladroitement, nous avons donné le coup d'envoi par un questionnaire auquel nous avons peu, et fort discrètement dans l'ensemble, répondu. Non, nous ne faisons aucun tri dans les réponses. Mais il faut constater que tous ceux qui sont fortement engagés dans une action se sont abstenus. Manque de temps ? Crainte du fichage ? Désir d'aborder le projet par un autre angle ? Quoi qu'il en soit, les réponses proviennent plus souvent d'isolés désireux de trouver le contact. Néanmoins, nous allons reprendre, semaine après semaine et région après région, la publication de ces assez piètres résultats.

Parallèlement, nous démarrerons les choses différemment, abordant cette fois non plus des généralités, mais des thèmes sur lesquels nous vous demanderons de réfléchir, de nous faire part de vos connaissances et expériences. Ainsi, la semaine prochaine, je vous présenterai une ébauche des questions que, à mon sens, les communautés posent à l'individu et à la société. Je vous demanderai de m'aider à les affiner, à les compléter, en m'écrivant, mais surtout en m'invitant à en discuter, un soir, au coin du feu de vos propres communautés.

Pour cette semaine, voici les réponses concernant la région Est pour laquelle je m'étais chargée de dépouiller les questionnaires. Elles donnent un profil qui ne correspond que de très loin aux Vosges ou à l'Alsace que je connais. Voulez-vous m'aider à le compléter ?

Isabelle Cabut.

## A l'Est pas grand'chose de nouveau

### REUNIONS

On peut éventuellement se réunir chez :

**54**  
GIGOUT Louis  
45 rue Lieutenant Crépin  
54000 NANCY

BARDET Pierre  
45 rue Michelet  
54130 VILLERUPT

**57**  
NASSHAN Raymond  
127 avenue Poincaré  
57800 FREYMING-MERLEBACH

SAVARANIN Irène  
21 rue de Bourgogne  
57000 METZ-BORNY

**67**  
PION Jean-Jacques  
8 bis rue des Frères  
67240 BISCHWILLER

LIMON Daniel  
12 rue de Saverne  
67700 ECKARTZWILLER

**68**  
SAUTER Jean-Jacques  
2 rue de la Piscine  
68250 RUFACH

**88**  
SIDRE André  
5 rue Claudel  
88120 VAGNEY

RÉMY-LAVERGNE Denise  
3 rue des Jardins  
88100 SAINT DIÉ

### CONTACTS

Désirent suivre le projet et éventuellement y participer :

**54**  
BRUN Henry et Fanny  
7 avenue Jean Jaurès  
54500 VANDOEUVRE

HOFFMAN Christian et Elizabeth  
42 rue Gabriel Marilleron  
54000 NANCY

**67**  
LEPEIX Jacqueline  
82 avenue Jean-Jaurès  
67100 STRASBOURG

SCHNEPP Jean  
26 rue Jules Rathgeber  
67100 STRASBOURG

**68**  
SCHMITT François  
2 rue Pasteur  
Zaessingue  
68130 ALTKIRCH

ZETTEL Hughes  
11 rue de Pfastatt  
68270 WITTENHEIM

**88**  
OTABIDE Dominique  
22 rue du Clair Matin  
88 ÉPINAL

VAUTRIN Denis  
Damas et Bettégney  
88270 DOMPAIRE

LALLEMENT Pascal

Gircourt les Vieville  
88500 MIRECOURT

### ASSOCIATIONS

CSFR  
secrétariat : Paul DIETRICH  
273 rue de la 1e DB  
Eschau  
67400 ILLKIRSH-GRAFFENSTADEN

CSFR  
c/o Jean-Jacques RETTIG  
Champeny  
67420 SAALES

CSFR école de Champeny  
67240 SAALES

SOS-FEMMES  
chez Françoise HAETTEL  
Poste restante principale  
67000 STRASBOURG

## LA CHRONIQUE DES PIRATES

Extrait de la dernière émission de Radio-Verte Fessenheim

Radio Verte Fessenheim existe depuis sept mois maintenant. Avant RVF existaient déjà d'autres radios libres en France ou dans les pays voisins, d'autres sont nées ces derniers mois. Apparemment le phénomène des pirates, comme on l'appelle à tort, s'accroît, lentement mais sûrement. Et la répression aussi ! Car il est toujours encore illégal d'émettre sans autorisation en France. TDF détient toujours le monopole et l'exerce en nous brouillant chaque semaine plus fort.

Il paraît que TDF s'est fâchée la semaine dernière contre toutes ces radios qui lui donnent du travail supplémentaire. Résultat : vendredi soir, la police a voulu intimider les pirates. Elle a arrêté dix personnes à Paris qui enregistraient une émission pour Radio-Abesses, une toute petite radio d'un quartier parisien près de Montmartre. Vérification d'identité au commissariat, et les dix furent relâchés. On voulait leur faire peur. Le bruit courait qu'elles seraient inculpées de fabrication de bandes sonores ! Infraction qui à ma connaissance n'est pas encore enregistrée dans je ne sais quel code de justice. Apparemment la perspective des élections freine un peu la répression : la

police aurait depuis longtemps pu arrêter des équipes en flagrant délit d'émission.

En Suisse, ça va plus mal. Ce sont les PTT qui contrôlent le monopole et point n'est besoin pour eux de traduire en justice ceux qu'ils prennent sur le fait d'émettre. Vous vous souvenez qu'en juillet une équipe de Radio Freies Gösigen s'était fait coincer par la police et les P.T.T. Elle a reçu la facture : 16.000 FS d'amende à payer pour avoir enfreint le monopole. Les P.T.T. suisses ont trouvé une bonne occasion pour s'enrichir sur le dos des antinucléaires. Mais Radio Freies Gösigen qui a cessé d'émettre depuis le mois d'août n'est pas encore très décidé à payer : elle étudie avec les avocats les possibilités juridiques pour faire appel.

Si TDF s'organise pour faire taire ceux que le pouvoir n'aime pas entendre, les radios locales libres s'organisent aussi. Il existe maintenant une coordination française des radios libres qui réunit régulièrement une quinzaine d'équipes pour unir leurs actions contre le monopole avec l'aide d'une sérieuse équipe d'avocats. On en reparlera.

R.V.F.

ACAN (culture et alimentation biologique)  
16 rue Lyautey  
68400 RIEDISHEIM  
et rue de Brunstadt  
68200 DIEDENHEIM-MULHOUSE

ACESA (bouffe bio)  
c/o Roland HATZENBERGER  
6 rue d'Andlau  
67300 SCHILTIGHEIM

Écologie et Survie  
10 avenue Delattre  
68100 MULHOUSE

ANV et refus d'impôts

10 rue Jeanne d'Arc  
54000 NANCY

Amis de la Terre  
c/o P. CALMETTES  
2 rue Oudille  
54600 VILLERS les NANCY  
et c/o Suzanne HOFFMANN  
102 rue des Pâquerettes  
57140 LAMARE par WOIPPY  
et c/o Jeanne EDEL  
9 avenue de Rome  
68000 COLMAR

Pollution Non  
5 rue René Paquet  
57000 METZ  
et C.O.B. CHACON  
8 rue des Prés  
68120 PFASTATT

Association Fédérative Régionale pour la Protection de la Nature  
Solange Fernex  
Biedenthal  
68450 DURMENACH

Comité de Défense des Sundgauviens contre le Canal  
c/o J.P. Schnoebelen  
Moulin  
68120 BALSCHWILLER

### CULTURE

La célèbre LIBRAIRIE BAZAR  
1 rue des Veaux  
67000 STRASBOURG

sert de point de rencontre à à peu près tout ce qui se passe d'intéressant.

CARDEK (défense et rénovation de quartier)  
12 rue du Renard Fréchant  
67000 STRASBOURG

Mouvement Autonomiste EL  
Librairie MOSCHENROX  
Quai des Bateliers  
67000 STRASBOURG

Musique et Création  
4 rue du Fossé des Pois  
Ittenheim

### Information

USS'M FOLLIK  
101 grande rue  
67000 STRASBOURG

KLAPPERSTEI 68  
4 rue du Guttemberg  
68005 MULHOUSE Cédex

RADIO VERTE FESSENHEIM  
tous les samedis, 19 h 45

*Notre action n'est pas dictée par des considérations passéistes. Nous ne sommes pas hostiles à un progrès réel. Nous estimons par contre que les modifications apportées à la structure de notre exploitation ne correspondent pas à un progrès.*

## GREVE DE LA FAIM EN BRETAGNE

Dans le Finistère le remembrement autoritaire du bocage crée encore de douloureux conflits. La bagarre contre la machine État est comme toujours inégale, et pour ceux que près de seize années de lutttes et de palabres n'ont pas fait baisser les bras, il ne reste plus que l'arme des pauvres : la grève de la faim.

Ainsi la famille Guillou jeûne dans l'église de Ploenevez du Faou depuis le 10 décembre. A ce jour, Jean, le fils, est à l'hôpital et refuse de s'alimenter. Le père est de retour sur l'exploitation, tandis que Corentine, la mère, a repris la grève samedi 7 janvier. Devant le mépris de la presse locale, les accusations mensongères dont ils sont victimes et la quasi-indifférence d'un pays dont les querelles ont fait éclater la cohérence sociale, la famille Guillou a rédigé un communiqué pour préciser le sens de son action.

*«Par cette grève de la faim nous voulons attirer l'attention des pouvoirs publics et des citoyens sur les conditions dans lesquelles sont effectuées les opérations de remembrement.*

*En conformité avec la Loi de mars 1941,*

*pour trancher le différend.*

*Nous estimons que le pourcentage que touchent les agents des directions départementales de l'agriculture (D.D.A.) sur certains travaux réalisés dans le cadre du remembrement, constitue une incitation à raser les talus, rectifier les cours d'eau et créer des chemins ruraux sans relation avec les besoins réels des exploitations agricoles.*

*Dans le combat que nous menons, nous avons reçu l'appui de plusieurs organisations paysannes et d'associations de protection de l'environnement.*

*Par contre nous dénonçons avec force les provocations, d'où qu'elles viennent, tendant à inscrire notre mouvement ailleurs que dans le cadre non-violent où nous l'avons placé.»*

La science écologique était autrefois infuse : on l'appelait sagesse. Elle consistait à respecter ce que des siècles d'observation avaient bâti.

Aujourd'hui, les technocrates ne se sont pas contentés de broyer les haies et d'arraser les talus ; ils ont fait disparaître un pays et une culture.

Photo P. Fhuin



LA «PLAINE» DE PONTIVY (BON-SHANN) : au nom d'une rentabilité capitaliste à court terme, le bocage a été supprimé sur de vastes étendues, et particulièrement autour de Pontivy. Ainsi, la généralisation d'une agriculture spéculative, conçue sur le modèle américain, modifie en profondeur les rapports entre l'homme et la nature. Il reste à savoir comment notre terre réagira à ce traitement de choc, elle qui se trouvait protégée par le manteau du bocage.

mais trop souvent sans tenir compte de deux facteurs essentiels : l'attachement d'un paysan pour sa terre, la connaissance profonde qu'il en a et le respect d'équilibres indispensables au développement d'une agriculture rentable et de qualité.

Notre mouvement n'est pas dicté par des considérations passéistes. Nous ne sommes pas hostiles à un progrès réel. Nous avons pour notre part depuis plusieurs années réalisé notre propre remembrement et utilisons des techniques modernes d'agriculture. Nous estimons par contre que les modifications, apportées à la structure de notre exploitation ne correspondent pas à un progrès. Sans récuser formellement la procédure de contestation devant le Tribunal Administratif, nous sommes obligés de constater que celle-ci n'apportera aucune réponse sur le fond du problème et ne bloquera pas la réalisation des travaux d'arrasement des talus impossible à rattraper par la suite. Nous réclamons donc la création d'une commission paritaire d'experts

Le bocage breton singe le Middle-east américain pour le plus grand bien des machines agricoles et pour le malheur des hommes.

A l'image du bocage, apparemment irrationnel et tortueux, le problème du remembrement est fort complexe et nous consacrerons la semaine prochaine une enquête abordant les différents aspects de l'affaire.

Y.B.C. ■

Pour comprendre ce qui se passe en Bretagne en ce moment, deux ouvrages indispensables :

- L'agriculture en Bretagne - 28,50 F. Commandes : AR FALZ, Straed Kanar-Gwez 29210 Plourin-Morlaix.  
- Géographie de la Bretagne - 43 F. Commandes : Skol Vreizh, Run-Avel 29210 Plourin-Morlaix.

Le tribunal de Millau a jugé vendredi 13 janvier huit empêcheurs-d'étendre-un-camp-militaire-en-rond. Hervé Ott, animateur du CUN, et Sylvain Adenet, berger, ont été condamnés à 3.000 F. d'amende chacun pour s'être insoumis à leur affectation d'objecteur. Les frères Moulin, Claude Morain, Bernard Lehoux, maçons, François Mathey et José Bové, paysans, ont été condamnés chacun à 400 F. d'amende fermes plus un mois de prison avec sursis, pour avoir le 26 novembre 1976 retenu une jeep de l'armée qui circulait sur le Plateau ; ceci à l'occasion de la construction de la bergerie de Saint-Sauveur.

Redoutant une nouvelle invasion de brebis dans le tribunal, le sous-Préfet avait dépêché «d'importantes forces de police» pour parer à toute éventualité. Manque de pot : tout le monde a boudé l'audience, même les inculpés. Seul leur avocat les représentait. Les inculpés, les paysans du Larzac et quelques amis avaient jugé plus simple de perturber à nouveau quelque peu la circulation des militaires sur le Plateau.

La route qui mène aux fermes du Fortin, occupées par les militaires, fut choisie comme cible.

La circulation des camions militaires est en effet intense sur cette route étroite et sinueuse. Trois accidents graves ont eu lieu ces dernières années. La route se détériore rapidement... et c'est ce qui a permis à une centaine de personnes de retenir cinq camions militaires pendant toute cette journée du vendredi sans «entraver la circulation» : en réparant la route tout simplement.

Les travaux ne sont pas allés bien vite : c'est qu'il fallait discuter le coup avec les nombreux bidasses transportés dans les camions, s'engueuler gentiment avec les gendarmes de Millau qui faisaient les gros yeux, de plus la neige tombait, bref, il a bien fallu la journée pour mettre un peu de gravier sur cinquante mètres de route... Tout s'est bien passé. Mais peut-être faudra-t-il revenir ?

### LE LARZAC EN PROCES

Le 27 décembre 1977 le Juge d'instruction de Millau, sur plainte de la Préfecture a ordonné l'arrêt des travaux de la construction du CUN, nouveau centre situé dans le périmètre d'extension sur un terrain civil.

Le tribunal de Millau qui devra juger l'affaire ordonnera vraisemblablement la démolition.

Si aujourd'hui, le CUN, les Paysans et Résidents du plateau et tous ceux qui soutiennent la lutte du Larzac, acceptons une telle ordonnance, demain se seront les bergeries du Cavaliès et de la Blaquièrre qui devront être démolies !

Aujourd'hui les travaux de construction du CUN doivent se poursuivre pour que demain tous les Paysans puissent continuer à travailler leurs terres !

Pour tous les investissements engagés dans la construction, pour qu'ils ne soient pas perdus, il faut redoubler d'efforts !

Vous pouvez participer à cet effort en achetant ou en faisant acheter des parts de la Société Civile Immobilière du CUN, la SCICUN.

L'État trouve 15 milliards disponibles pour agrandir un camp militaire et propager la guerre.

Il suffirait très rapidement de 100 à 200 parts supplémentaires pour terminer la tranche des travaux engagés et contribuer ainsi à BATIR LA PAIX !

Pour tout achat de parts d'un montant égal à 200 F. ou à un multiple de 200 F., il suffit de nous faire parvenir un chèque à l'ordre de la SCICUN, à la Blaquièrre 12230 La Cavalerie.

Dès réception deux pouvoirs vous seront envoyés pour être remplis, signés et renvoyés. Ainsi vous deviendrez membres de la S.C.I. et co-propriétaires du futur Centre. Vous pourrez à ce titre participer directement à ses activités et en décider les orientations.

GARDAREM LO CUN !

# LE RAMASSE MIETTES

## DES ESCLAVES ENERGETIQUES

La revue de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (M.G.E.N.) publie dans son N. 41 de novembre/décembre 1977, sous le titre «L'univers matière... L'ère nucléaire», des extraits d'une conférence prononcée en août 1977 par M. Debièsse devant les pensionnaires du Centre de la Chimataie, («Conférence dont l'intérêt justifiait une plus large audience dans la M.G.E.N.» selon l'avant-propos de l'article).

Deux lecteurs différents nous adressent leurs commentaires indignés à ce sujet.

Voici d'abord une partie des extraits publiés par la M.G.E.N.  
«Aux POURQUOI profonds, fondamentaux, la science rationnelle ne peut pas répondre. (...) Aux COMMENT, la pensée scientifique rationnelle répond en réalisant, elle, l'unanimité. (...) Je dois souligner que ce qui distingue les hommes de tous les autres êtres vivants, microbes, plantes, animaux... c'est qu'ils sont les seuls à utiliser le feu. Le feu donne de la chaleur, c'est-à-dire de l'énergie thermique. Or avec l'énergie on peut réaliser du travail. (...)

Mais pour bien mesurer l'importance du feu, je vais donner quelques nombres repères : Un homme travaillant toute l'année avec ses seuls muscles crée une énergie correspondant au maximum à ce que donnent en brûlant 100 kilogrammes de houille. En France actuellement, l'énergie consommée annuellement par Français moyen est équivalente de 5 tonnes de charbon. Chaque Français dispose de 50 esclaves énergétiques. Dans le même temps, chaque citoyen des U.S.A. dispose de 110 esclaves énergétiques.

L'énergie est devenue un besoin des hommes de notre temps. C'est un besoin aussi vital que l'oxygène, que l'eau, que les aliments. Tous les régimes politiques du monde aspirent à consommer davantage d'énergie. Où en trouver ?

Toutes les sources possibles sont actuellement explorées et mises en œuvre. Il faut faire des barrages, utiliser les marées, le vent, les eaux chaudes géothermiques et, bien sûr, le soleil. Toutes ces sources possibles sont en moyenne aléatoires et coûteuses. (...) Dans l'état présent des techniques et des prix de revient actuels, on admet que toutes les sources d'énergie précédentes pourraient pourvoir raisonnablement à 10% ou 15% des besoins totaux en énergie.

Après l'ère calorifique, nous sommes en train en France, comme dans tout le reste du monde, de nous initier à l'ère nucléaire.

(...) Tout ce qui nous entoure est naturellement radioactif et donne des explosions de radioactivité naturelle. Voici un tableau des explosions radioactives naturelles par m3 et par seconde : air : 3 à 60, eau douce : 2 à 20, mer : 11.000, terre : 300.000 à 1.500.000, granit : 5.000.000, minerai d'uranium pur : 1 milliard. Nos aliments présentent aussi normalement une radioactivité naturelle importante. Voici, en explosions par seconde : eau de boisson : 1/500 par litre, eau minérale : 700 par litre, lait : 15 par litre, bœuf : 100 par kilo, pommes de terre : 50 par kilo, viande : 37 par kilo.

Ces radioactivités naturelles varient beaucoup avec le lieu. Si l'on étudie le seul «Radium 88 Ra 226» : 1 kilo de foin sec donne en explosions/seconde (e/s) : 6 e/s en Haute Vienne, 0,4 e/s en Ile et Vilaine. Le lait de vache donne 0,05 e/s en Haute Vienne et 0,01 e/s en Ile et Vilaine. (...)

De nombreuses études ont été faites : on ne décèle aucune anomalie génétique ou somatique jusqu'à 25.000 millirem (soit 25 Rem). Par contre, la radioactivité entraîne la mort une fois sur deux si on dépasse la dose de 500.000 millirem (500 Rem).

Pour terminer, il faut que vous sachiez que vous êtes tous NATURELLEMENT très radioactifs, un homme ou une femme de 70 kg fait 7 000 explosions radiactives par seconde, la moitié étant due au potassium 40, l'autre moitié au carbone 14. Il ne faut donc pas s'affoler quand on parle de radioactivité.

Et pour conclure, une pensée de Bosuet : le plus grand dérèglement de



l'esprit est de CROIRE les choses parce que l'on VEUT qu'elles soient, et non parce qu'on a VU qu'elles sont en effet.

Au sujet de cet article, UN DE NOS LECTEURS DEMANDE AUX ENSEIGNANTS DE RÉAGIR CONTRE CETTE PRÉTENDUE RELIGION UNIVERSELLE QU'EST LA SCIENCE CAPITALISTE.

Et il continue : «Je trouve particulièrement inadmissible cet écrit à la gloire d'une prétendue science qui jusqu'ici n'a fait que des dégâts sur le globe. La silicose est une maladie de la mine, et vous n'avez fait que soigner le mineur pour perpétuer cette forme d'esclavage. Vous les «scientifiques», avez-vous travaillé pour que le corps humain soit moins vulnérable à la douleur, aux maladies ? Quels sont donc ces esclaves qui, paraît-il, travaillent pour nous ? Belle science que celle qui détruit le support de la race humaine ; elle n'a fait l'unanimité que des destructeurs, les autres ayant l'ordre de se taire.

## ERRATA

Sur le dernier RAMASSE-MIETTES (N. 191 du 5 janvier 1977), un titre qui aurait dû être «LA GUERRE SISMIQUE» est devenu «LA GUERRE ISLAMIQUE». En outre, les «sources» ont été omises pour l'article «UN ÉLÈVE SOULAGÉ» : il s'agit de Bernard Kerblat. Pour l'article «VOISIN INVIVABLE», il s'agit de Vincent Patria, 3 rue Corbières 29243 Guillevic.

Une science, pour être universelle, doit être populaire, et par conséquent anti-sommités, car chacun détient une part de la potentialité scientifique absolue. C'est en permettant au plus grand nombre d'apporter sa contribution à l'œuvre commune qu'il sera possible de cerner la vérité scientifique du moment.

De l'énergie, pour quoi faire ? Il est bien entendu que, s'il s'agit de continuer à fabriquer n'importe quoi n'importe comment, vous aboutirez inévitablement à la centrale nucléaire. Une production doit être rationalisée et normalisée pour diminuer les coûts énergétiques. De plus, il appartient à la société autogestionnaire et socialiste que je souhaite de construire des objets techniques durables, réparables, beaux, correspondant aux besoins réels des citoyens. La société capitaliste que vous défendez avec votre science produit en grande quantité des objets construits pour s'user rapidement à seule fin de créer des besoins nouveaux. La destruction rapide des objets créés déclenche l'inflation, la pollution, le chômage, l'endettement et l'usure de l'environnement. Le capitalisme laissera sur la planète une meurtrissure difficilement effaçable.

SOURCE : Claude Besso 62 Rue du Grand Domaine 35510 Cesson Sévigné.

L'autre lettre concernant le même article du M.G.E.N. est seulement signée : «Le Mauvais Esprit de Services».

Les lettres sans noms ni adresses de leurs auteurs que nous recevons à cette rubrique nous posent des problèmes pour mettre en relation directe ceux-ci avec leurs contradicteurs. Nous ne voyons pas d'autre solution que l'indication des noms et adresses en tête de vos lettres, articles et dossiers. Bien sûr, votre anonymat dans ces colonnes reste la règle dès que vous nous le demandez.

Cette rubrique est alimentée par le courrier reçu de nos lecteurs qui ne trouvent place dans aucune autre rubrique existant actuellement. Les auteurs n'y retrouveront sans doute pas la longueur initiale de leurs lettres ou de leurs dossiers, ni la prose de leurs propres styles, mais qu'ils sachent que tous les sujets retenus ont éveillé un écho certain chez nous, et assez puissant pour paraître dans nos colonnes en attendant, peut-être, un reportage ou un dossier plus fouillé.

# CHRONIQUE DES INSURGÉS

## MOURRIR SANS FAIRE LA GUERRE

Le 9 décembre Daniel Callibot est mort lors d'un stage commando au centre d'entraînement Commando de Quélern (presqu'île de Corzon) La commission d'enquête civile pour la vérité sur la mort de Daniel demande que la vérité soit faite et s'étonne du silence qui a entouré la mort de Daniel ainsi que l'accident d'un de ses camarades.

Pour la hiérarchie militaire et la gendarmerie c'est une fatalité. Pourtant on apprend par ailleurs que le corps de Daniel n'a été découvert que sept heures après sa disparition par ses camarades et à marée basse; de plus les canots de sauvetage n'arrivaient pas à approcher la falaise pour repêcher le corps, ceci prouve que la mer était démontée. Une chose encore plus grave : Daniel n'était retenu par aucun filin de sécurité, ce qui est pourtant une obligation; le filin aurait permis de le remonter rapidement.

Ça fait pas de mal de risquer sa vie de temps en temps... On s'emmerde un peu en temps de paix



Le 6 janvier, la mort de quatre soldats du 4<sup>e</sup> régiment de commandement et de soutien de Nancy était annoncée dans plusieurs journaux.

Depuis des précisions sont apparues quant aux causes de leur mort. Voici la version de la hiérarchie militaire: un camion citerne qui

dépassait la colonne dérapa brusquement sur une plaque de verglas et broya littéralement la jeep et ses quatre occupants.

En fait on a appris que le convoi du 4<sup>e</sup> RCS était parti inhabituellement tôt de Nancy pour se rendre en manœuvre à Mourmelon. Les soldats s'étaient levés à 3 h 30 du matin pour pouvoir démarrer à 5 h. Le lendemain de l'accident deux autres colonnes qui se rendaient à Mourmelon n'ont démarré qu'à 9 h du matin en plein jour.

De plus aucun équipement spécial n'avait été prévu pour rouler sur les routes verglacées, et les jeeps étaient en mauvais état. Pas de pneus cloutés; seules les voitures d'officiers en ont ! Pas de ceinture de sécurité ni clignotants sur les jeeps. Quatre personnes dans la jeep alors qu'elle ne doit en prendre que trois.

Dans un communiqué de presse, le comité de soldats du régiment a dénoncé les conditions de sécurité pour le moins contestables qui ont présidé au déplacement de la colonne.

## PROCES D'OBJECTEUR INSOUMIS

Jean-Pierre Mège comparaitra le 1<sup>er</sup> février à Castre, Robert Gazano à Narbonne, Hubert Hégy,

Jacques Bonati et Damien Thébaud, tous trois à Toulouse comparaitront un peu plus tard. De nombreuses actions de soutien sont prévues.

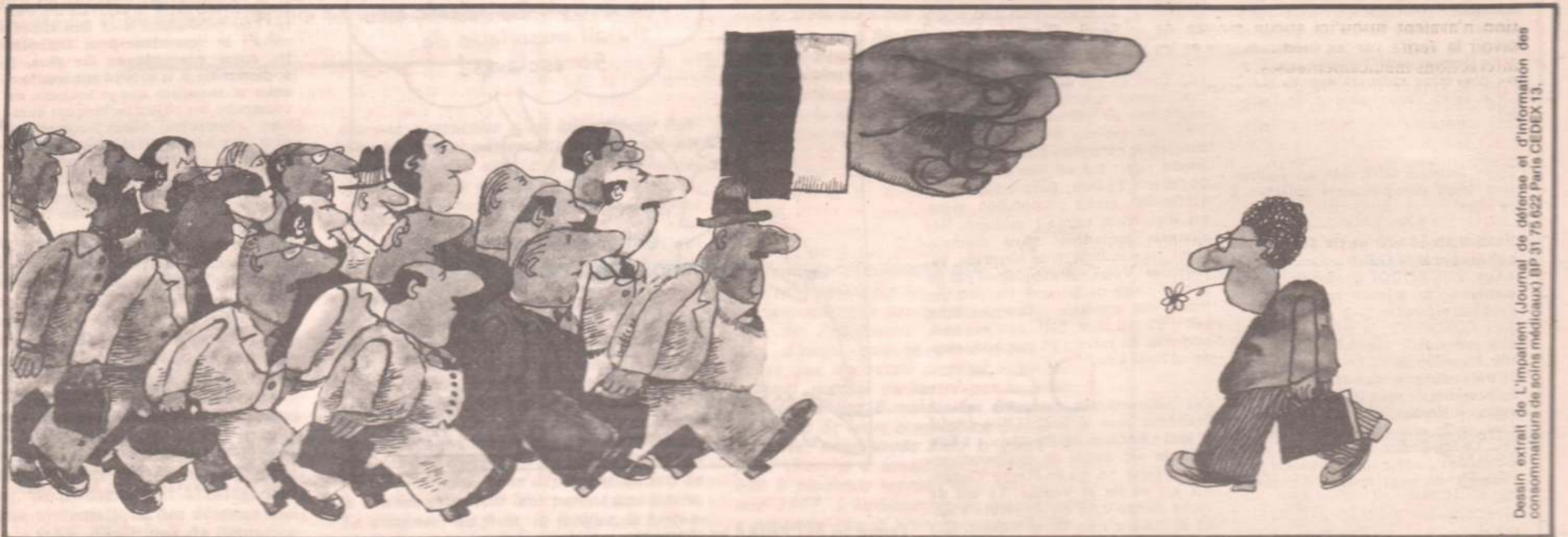
Vous pouvez vous adresser au comité de lutte des objecteurs, B.P. 3063 31025 Toulouse Cedex.

## LE CHARME DISCRET DE LA LEGION ETRANGERE

Le 22 décembre 1977, Ruth Rogow faisait du stop avec Erik Martin Ambs dans la commune des Ormes/Vienne. Arrêtés lors d'un contrôle de police, ils sont aussitôt embarqués. Au commissariat, Ruth a juste le temps d'apprendre avant d'être jetée dehors que son ami allemand est arrêté en tant que déserteur de la Légion, qu'il sera transféré à Poitiers, puis probablement à Aubagne. Depuis, Ruth a multiplié en vain toutes les démarches imaginables pour avoir des nouvelles de son ami et désespère. On lui a fait comprendre que de toute façon il n'y avait rien à faire : la Légion fait ce qu'elle veut avec ses «déserteurs» et ne laisse rien filtrer. Avant son arrestation, Erik Martin Ambs lui avait assuré qu'il avait contacté la Légion il y a plusieurs années, mais qu'il n'y avait jamais mis les pieds... Si vous voulez aider Ruth et lutter contre les méthodes fascistes de la Légion, écrivez à la Légion Etrangère, base d'Aubagne 13400 Aubagne en demandant des nouvelles d'Erik Martin Ambs...

# L'INTOXICATION MEDICALE

Il y a de plus en plus de médecins anticonformistes, mais on cherche toujours à abattre les hérétiques de la médecine. Leur seul tort est de remettre en question le dernier clergé.



Dessin extrait de L'Impatient (Journal de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux) BP 31 75 622 Paris CEDEX 13.

Le docteur Pradal est bien connu par le «Guide des médicaments les plus courants qu'il a publié en 74 (Édition du Seuil) Mais on sait moins qu'il a publié un autre livre «Les grands médicaments» (éd. du Seuil) et qu'il vient d'en sortir un troisième «Le marché de l'angoisse». Il a bien voulu

s'expliquer sur la démarche qui l'a amené à publier ces livres, après avoir travaillé à des postes importants, pendant dix ans, dans plusieurs laboratoires pharmaceutiques, aux ramifications internationales : les laboratoires Aron, Servier, Thoraude (maintenant Merrelle), la Sprete (rachetée par PUK), Substancia (filiale française du laboratoire américain Warner-Lambert, un million de dollars de chiffres d'affaires annuel). Aujourd'hui il participe à l'équipe qui a lancé le journal l'Impatient.

## LIBRAIRIE

Le Guide du Militant Denis Langlois.....	12,50 F	Y en a plus pour longtemps Fournier.....	40,00 F
Survivre à Seveso Scientifiques, militants, journalistes italiens.....	25,00 F	Où on va j'en sais rien mais on y va Fournier.....	15,00 F
Bien naître Michel Odent.....	27,00 F	Bataille d'Alger, bataille de l'homme J. de Bollardière.....	19,00 F
Pour une naissance sans violence F. Leboyer.....	25,00 F	Les grévistes de la guerre Jean Toulat.....	25,00 F
Agriculture biologique en France Lepape & Cadiou.....	30,00 F	Les trafics d'armes de la France C.L.I.C.A.N.....	20,00 F
L'objection de conscience Cattelain (Que sais-je ?).....	9,00 F	La France Militarisée Brachet, Pons, Tachon.....	11,00 F
Le guide de l'objecteur C.L.O.....	3,00 F	La Bombe ou la Vie Jean Toulat.....	25,00 F
Objecteur aujourd'hui FEDO.....	3,00 F	Soumission à l'autorité Stanley Milgram.....	35,00 F
La justice militaire T.P.F.A. de Metz.....	4,00 F	César Chavez, un combat non-violent J.M. Muller.....	48,00 F
Armée ou défense civile non-violente CNV 75.....	6,00 F	Gandhi et la non-violence Suzanne Lassier.....	14,00 F
Signification de la non-violence J.M. Muller (CNV 1974).....	4,00 F	LE défilé de la non-violence J.M. Muller.....	30,00 F
Une non-violence politique M.A.N.....	8,00 F	L'Evangile de la non-violence J.M. Muller.....	39,00 F
L'Héritage J.M. Muller (CNV 1977).....	4,00 F	Les Quatre Fléau. Lanza del Vasto (2 vol.).....	27,00 F
Le nucléaire et l'information Atelier Jadis Aujourd'hui.....	7,00 F	La Force d'Almer Martin Luther King.....	25,00 F
Aspects technique, écologique, économique et politique de l'énergie nucléaire Y. Le Hénaff.....	8,00 F	Creys-Malville, le dernier mot Conseil général de l'Isère.....	30,00 F
Psychanalyse culturelle Claude Bastien.....	10,00 F	Alternatives au nucléaire Chercheurs de l'Institut de l'Énergie de Grenoble.....	25,00 F
Armements mondiaux la menace nucléaire S.I.P.R.I.....	5,00 F	Technique de la non-violence Lanza del Vasto.....	11,00 F

Toutes les commandes sont à adresser à : GO CNV (service Librairie) BP 26 71 800 La Clayette. Participation aux frais d'envoi selon possibilités.

Après avoir exercé pendant quelques années comme médecin généraliste, j'ai travaillé pendant dix ans dans cinq laboratoires pharmaceutiques, à de hauts postes de responsabilité. J'ai donc vu de l'intérieur le système médical et en particulier le fonctionnement des trusts du médicament : j'occupais des postes clefs où je pouvais saisir tous les rouages du système depuis la recherche en laboratoire jusqu'à la vente et l'utilisation d'un nouveau produit, et cela aussi bien à l'échelon national qu'international ; j'ai en outre acquis pendant cette période une formation de toxicologue. C'est pour cela que j'ai éprouvé le besoin d'écrire mon premier livre et que j'ai quitté le laboratoire où je travaillais. Mais aucun éditeur ne voulait mon manuscrit. Je suis alors rentré en juillet 74 chez Searle, qui est un laboratoire américain implanté en France dans le cadre du Laboratoire Comar-Midy. En octobre 74, apprenant que les éditions du Seuil sortaient la traduction du livre américain «Les trusts du médicament» de Charles Levinson ainsi que «l'invasion pharmaceutique» de J.P. Dupuy et Serge Karsenty, j'ai proposé mon manuscrit au Seuil qui a décidé de la publier. Étant donné le travail que j'avais effectué et les relations internationales que j'avais eues, je pensais que ce livre n'aurait rien de scandaleux. Au moment de sa sortie, j'ai été viré de mon laboratoire. Mais je dois dire pour la petite histoire que la direction américaine a viré alors le directeur français de Searle et le secrétaire général de Comar-Midy parce qu'elle pensait que la publication de ce livre était nécessaire en France. Ce type d'informations étant considéré comme normal aux États-Unis. Les laboratoires français m'ont mis alors 14 affaires judiciaires sur le dos, obtenant même une saisie du livre pendant quelques temps. La presse s'est emparée de l'affaire et mon livre a connu le succès que l'on sait.

Je suis alors devenu le récepteur de multiples informations sur les médicaments, mais aussi sur plusieurs autres affaires : recherches méconnues dans la lutte anticancer, dénonciation des abus de la psychiatrie et des méfaits des vaccinations. J'ai donc rencontré des gens... et en particulier des gens dont les travaux et l'action

étaient complètement boycottés ainsi qu'un certain nombre de journalistes ce qui a abouti à la création de l'Impatient. C'est au cours de ma carrière que je me suis aperçu de la manière dont les médecins étaient informés sur les médicaments. Entre l'information à la sortie du service de recherches du laboratoire et le médecin, il y a plusieurs prismes déformants : le directeur commercial du laboratoire, les visiteurs médicaux (qui n'ont aucune formation scientifique et médicale), la presse médicale (qui ne vit que par la publicité des laboratoires pharmaceutiques) etc... A ce moment-là je continuais à faire profiter de mes compétences de généraliste mon entourage et ma famille, ce qui revenait à limiter les dégâts en déconseillant les médicaments que je savais particulièrement inefficaces ou dangereux.

On n'a pas de statistiques en France sur les accidents dus aux médicaments mais on peut penser qu'elles sont du même ordre qu'aux États-Unis : il y a par exemple 15 % des hospitalisations qui sont dues aux erreurs de prescription (par le médecin) ou d'utilisation (par le patient) des médicaments. En France, il est rédigé une moyenne de 250 millions d'ordonnances par an ; chaque ordonnance indique 3,2 médicaments en moyenne. Or, quand le médecin prescrit un seul médicament : il a 100 % de chances d'obtenir l'effet attendu ; s'il prescrit 2 médicaments : 50 % ; 3 médicaments : c'est le plongeon dans l'inconnu car il lui est quasiment impossible de prévoir les inter-actions possibles entre les divers éléments de chaque médicament. Un exemple : l'aspirine présente 13 actions pharmacologiques différentes et provoque 8 effets secondaires différents ; associée à un anticoagulant cela peut entraîner des effets dramatiques : de même, beaucoup de somnifères peuvent annuler l'effet de la pilule sans que la femme qui la prend ou que le médecin qui lui prescrit le somnifère le sache.

Si chaque médecin prescrit en moyenne trois médicaments c'est uniquement par tradition et esprit de routine : trois en donne un effet de symétrie. Quand on sait que certains médecins travaillent soixante dix heures par semaine, on peut penser, en étant optimiste qu'un pour cent des ordonnances n'a pas été rédigé

avec la lucidité, la pondération et la clarté nécessaires. On peut compter alors qu'un pour cent sera mortel ce qui donne le chiffre d'environ 25 000 morts par an. Je pense que ce raisonnement est imbat- table. En France il n'y a pas plus de statis- tiques sur les accidents médicamenteux que sur les accidents post-vaccinaux ; ce n'est que depuis deux ou trois ans que l'on voit dans les journaux médicaux des articles informant sur les risques de mala- dies iatrogènes (c'est-à-dire causées par les soins, les médicaments... ou le médecin !) autrefois ils étaient refusés car les labora- toires concernés retiraient leur budget publicitaire.

**De quelle information dispose alors un médecin pour s'y reconnaître entre les 14.000 médicaments décrits dans le VIDAL ?**

Les médecins qui, en matière de pharma- cologie, n'ont eu qu'une simple informa- tion n'avaient jusqu'ici aucun moyen de savoir la vérité sur les médicaments et les interactions médicamenteuses. Pour la grande majorité de ses actes, cha- que médecin ne joue en moyenne que sur une centaine de médicaments. Et c'est pour cela que j'ai écrit «Le guide des 100 médicaments les plus courants» où je dénonçais la toxicité ou l'inefficacité de cer- tains d'entre eux, car les cent médica- ments les plus couramment utilisés sont choisis en fonction de ce qu'en disent les Laboratoires. Dans «Les grands médica- ments», j'ai décrit ensuite cent médica- ments dont l'efficacité est reconnue, en les classant en fonction des grandes mala- dies ; il y a surtout un index très complet sur les interactions de ces médicaments (on y trouvera en outre les interactions de l'alcool qui sont très nombreuses !). Ce qui est grave, c'est que ce livre qui était cette fois-ci positif a été attaqué de par- tout et n'a pas été acheté par les méde- cins à qui il était destiné, seulement par les infirmières, les étudiants en médecine et quelques médecins débutants heureuse- ment.

## Cancer et vaccinations

Si votre second livre a été boycotté, n'est- ce pas qu'à côté des «Grands Médica- ments», vous y parliez du problème des vaccinations et de la méthode Gernez contre le cancer ?

Effectivement, Mme Escoffier-Lambiotte l'a dénoncé dans le Monde à cause du chapitre sur les vaccins (qui sont quand même des médicaments utilisés couram- ment) et de l'annexe consacrée à présen- ter la théorie de Gernez.

Le problème des vaccinations m'est appa- ru important, parce que j'avais toujours constaté des réticences chez les médecins à vacciner leurs propres enfants (mon père qui était médecin homéopathe ne nous avait jamais vaccinés). Leurs réticen- ces sont encore plus grandes, lorsqu'il s'a- git du B.C.G. J'ai demandé dans mon livre qu'on supprime l'obligation vaccinale, et j'ai proposé des solutions concrètes qui ne coûteraient pas cher à adopter pour qu'on puisse y aboutir dans des délais raisonnables : pour cela, il suffirait que le Minis- tère de la Santé publie des statistiques épidé- miologiques, des statistiques sur les acci- dents post-vaccinaux, et que l'État prenne en charge ces accidents en rendant leur déclaration obligatoire. Dès maintenant, je demandais que, comme en Grande-Bre- tagne, l'on introduise dans la loi, une clau- se de conscience contre l'obligation vac- cinale. Car nous sommes en présence d'un véritable fascisme vaccinal, un totalitaris- me contre lequel on n'a pas le droit d'éle- ver le moindre doute. Alors que si l'obli- gation était supprimée, ce serait aux la- boratoires de démontrer l'efficacité et l'innocuité des vaccins.

Les statistiques employées par la Ligue Pour la Liberté des Vaccinations sont sou- vent contestées.

La Ligue ne donne pas de statistiques tru- quées car elle ne s'appuie que sur des do- cuments officiels ; mais elle est obligée de se servir très souvent de statistiques venant de l'étranger, car en France, il n'y a au- cune statistique officielle sur le problème des vaccinations, ce qui permet toutes les manipulations possibles. Ainsi, on déclare officiellement qu'il y a en France plus de 400 morts du tétanos par an, alors que dans les statistiques officielles du mini- tère du travail, on lit, pour 1976, le chif- fre de 171 morts. On peut d'ailleurs attrai- per plusieurs fois le tétanos dans sa vie : si

donc on ne peut ainsi être immunisé natu- rellement, comment peut-on penser que l'immunité puisse être donnée par un vac- cin ? Il semble bien que la lutte préventi- ve contre le tétanos par l'usage du chloru- re de magnésium (en application sur la plaie) soit suffisante. De même, il y a longtemps que l'on sait que la polio prise à temps peut être soignée par le chlorure de magnésium. Mais allez parler publique- ment de l'efficacité du magnésium, qui coûte quelques francs et c'est la faillite de l'industrie vaccinale. Pendant ce temps, le nouveau vaccin antipolio des Laboratoires Mérieux est très fortement dosé en chlo- rure de magnésium. J'ai fait trois émissions à la télé, où j'expliquais que le problème de la vaccination n'était qu'une affaire de fric, les trois émissions ont été censurées.

La solution du problème des vaccinations passera par l'action des consommateurs (comme au Canada). Pour cela, ils pour- ront se servir du livre de Delarue «l'into- xication vaccinale» qui vient de sortir au Seuil. C'est la première fois au monde qu'un livre sur le problème des vaccina- tions sort dans un circuit de grande diffu- sion. Et encore, après beaucoup de diffi- cultés, puisque le Seuil a retardé le ma-

nuscrit pendant un an et l'a fait remanier plusieurs fois. Car la puissance de l'«Esa- blishment médical est telle qu'il s'exerce jusque dans l'édition. Lorsque j'ai voulu introduire un chapitre sur Gernez dans les «Grands médicaments», j'ai dû me battre car les directeurs de maisons d'éditions vont demander conseil aux techniciens offi- ciels, seuls considérés comme compétents. Le président directeur général du Seuil, dont la femme, cacéreuse, fut soignée jus- qu'à sa mort à Villejuif, fit pression pour la suppression de ce chapitre, il prenait ses conseils directement auprès de Schwartzberg. La même censure s'est exercée contre le Dr Ferru qui, n'a pas trouvé d'éditeur pour son livre «La faillite du B.C.G.», et pour le livre de Connord sur la méthode du Dr Solomidès contre le cancer, qui a fait 29 éditeurs et a fini par être accepté par le trentième, lorsque j'en ai fait la préface.

**La médecine officielle ne commence-t-elle pas à être vraiment efficace contre le cancer ?**

C'est ce qu'on a déclaré au moment des Entretiens de Bichat (comme d'ailleurs périodiquement à chaque congrès interna-

tional contre le cancer). A la télévision, on déclarait récemment qu'un cancer sur deux pouvait être guéri facilement. Or Schwartzberg lui-même n'était pas si optimiste dans son interview récente au «Point», lorsqu'il disait que deux cancé- reux sur trois mouraient. Malgré tout, il ne veut pas entendre parler de recherches parallèles contre le cancer. Bien sûr, à la télévision, il ne s'est pas montré trop hos- tile contre Connord ou Monique Couderc («J'ai vaincu mon cancer»), car il ne crai- gnait pas leur «incompétence», il préfé- rait les ignorer. Mais j'ai eu droit à ses at- taques les plus vives à cause de ma forma- tion médicale. Les hérétiques de la méde- cine doivent être détruits, parce qu'ils re- mettent en question le dernier clergé. Tout ça c'est l'histoire du médecin-accou- cheur Semmelweis : pour diminuer le nombre des femmes en couches qui mou- raient de fièvre puerpérale (et au milieu du XIXe siècle, ce nombre était impres- sionnant dans toutes les maternités de l'Europe), il demandait simplement que tout le personnel médical se lave soigneu- sement les mains avec du savon. En dépit de la disparition quasi-totale de la fièvre puerpérale de son service, il fut à ce point calomnié, qu'il se suicida. Il y a de plus en plus de médecins anticonformistes, mais ce qui jouera le plus, c'est la pression des consommateurs en période pré-électorale: remettre la médecine au service des mala- des, ce sera le slogan de l'Impatient.

**Allez-vous continuer votre travail sur les médicaments ?**

J'ai terminé le manuscrit du «Dictionnai- re critique des médicaments» qui citera tous les médicaments du Vidal, chacun ayant une cotation et une notation (en fonction de l'efficacité, de l'innocuité, du prix) plus des idéogrammes pour indiquer leur mode d'action et les interactions. On y verra que le nombre vraiment utile de médicaments se ramène à une centaine (et encore, sauf dans les cas d'urgence, ces médicaments pourraient être remplacés par des médicaments homéopathiques ou des produits naturels sans toxicité), le reste de la pharmacopée étant un fatras de recettes moyen-âgeuses ou commerciales.

Mais le Seuil qui avait déjà décidé de re- porter la parution de ce livre après les élections vient de rompre mon contrat, car ils ne veulent pas s'engager à assurer la couverture intégrale des frais judiciaires en cas de poursuites (pour les «cent médi- caments les plus courants, ils n'avaient assuré que 50 % des frais).

## La médecine naturelle doit elle aussi détruire le mythe du pouvoir médical

Vous étiez récemment au Congrès de Vie et Action. Pensez-vous que ce type d'asso- ciation de médecine naturelle fasse avan- cer les choses ?

Vie et Action a le mérite d'être ouvert sans exclusive à toutes les recherches de méthodes naturelles en médecine. Et lors- qu'on leur fournit une information, ils la font passer ; ainsi ils ont toujours soutenu mon travail. Mais ce que je reproche aux adhérents de Vie et Action, c'est qu'ils prennent un peu tout ce qu'on dit pour parole d'évangile. Les orateurs sont tous applaudis et je n'ai jamais vu lors de ce congrès d'intervention critique. Ce qui permet qu'à côté de ce que j'ai appelé dans mon dernier livre «le marché de l'an- goisse» créé par la médecine officielle, il y ait un deuxième marché de l'angoisse dans le domaine du naturel qui marche très bien ; mais au moins il a un côté positif : il oriente les gens vers des produits en général non toxiques et en même temps peut les amener à se poser des ques- tions sur le sens de la maladie et de l'exis- tence.

Le deuxième reproche que l'on peut faire aux associations de médecine naturelle, c'est que sous une dépolitisation apparen- te, il y a en fait une politisation sous-ja- cente ambiguë et mal définie. Il y a récré- ation d'un pouvoir médical avec respect des hiérarchies, ce qui montre que le gros problème de notre époque, ce n'est pas tellement changer les institutions que les mentalités : il faut que les gens se pren- nent en charge eux-mêmes dans tous les aspects de leur vie.

# Boues rouges

## D'égouts et des couleurs...

*En mai 1972, l'usine italienne de Scarlino appartenant au trust chimique Montedi- son, commence à déverser par bateau au large de la Corse, des produits provenant de la fabrication d'un pigment pour les peintures l'oxyde de titane. Depuis cette date, près de 3 millions de tonnes ont été immergées. A la suite des nombreuses ma- nifestations des Corses, plasticages, pro- cès, etc..., les rejets sont «neutralisés» avant de rejoindre la mer, mais ils conti- nuent toujours.*

*En 1974, nous commençons à lutter contre les déversements des usines françaises, qui n'étaient pas au premier rang de l'ac- tualité. On voyait plus facilement la paille italienne que la poutre française. Car c'est bien d'une poutre dont il s'agit si l'on compare le volume rejeté pour une tonne de produit fabriqué : il est deux fois plus important à Calais, six fois plus important au Havre. Ceci non plus en pleine mer, mais le long des côtes dans des zones de pêche.*

*Les syndicats de marins-pêcheurs se joi- gnent à nous dans les actions nombreuses qui ont été entreprises. Le résultat n'est pas merveilleux. Seule la sensibilisation de l'opinion publique a été couronnée de*

*reprises en deux ans. Le Préfet de région vient d'obliger l'usine à entreprendre un plan de recyclage pour se mettre en con- formité avec la loi. En fait les rejets de sulfate de fer seuls, devraient cesser en fin de l'année 1978. Le problème majeur, celui de l'acide sulfurique et des métaux lourds, reste posé.*

*L'un des arguments majeurs des deux di- rections était la concurrence des autres usines européennes. Nous avons donc appuyé les demandes de révision de la régle- mentation concernant les 19 usines euro- péennes. Après avoir été longtemps blo- quées par les Britanniques, les négocia- tions ont abouti à un accord qui prévoit l'interdiction des rejets pour les années 80. En fait, les industriels et les états qui les soutiennent, ont astucieusement ménagé une clause restrictive qui annule tous les effets bénéfiques de cet accord. Au cas où l'innocuité des rejets serait démontrée, ils pourront continuer...*

*Rappelons-nous que les rejets de méthyl- mercure de la Chisso ont été considérés comme inoffensifs de 1932 à 1956. En 1977, il y a peu de temps, une jeune fille de Minamata a été le 234e mort dû à cette pollution. L'acide sulfurique de Thann et Mulhouse favorise le passage du*



Photo Gilles KLEIN (D.R.)

Assemblée générale sur le ponton lors d'un des barrages du port du Havre.

*succès. Plusieurs livres, de nombreux arti- cles, plus ou moins bien informés ont évo- qué la pollution en Baie de Seine. Sans compter de nombreuses tentatives de divi- sion ou de récupération de la lutte.*

*Le directeur de l'usine de Calais a été in- culpé pour pollution, mais la pollution, elle, continue légalement. Les autorisations préfectorales de rejets de Thann et Mul- house au Havre ont été suspendues à deux*

*mercure rejeté par d'autres usines en mé- thyl-mercure. Lorsque nous avons reçu en septembre dernier une délégation de Mi- namata, avec les femmes des marins-pê- cheurs du Havre nous avons mesuré l'hor- reur qui nous guette.*

Gilles Klein  
Groupe POSEIDON  
10 rue Pierre Faure  
76600 LE HAVRE



Dessins extraits de l'album «Jusqu'à présent» de Thé Tjong Khing, édité par Falatoff.

# Cocotte-minute

## Des femmes militaires

Depuis l'ouverture aux femmes des écoles militaires de West Point, Annapolis, etc... des dizaines d'américaines se sont enrôlées. Le général West-Morland a déclaré : «C'est stupide, les femmes sont incapables de mener les hommes au combat. Il y en a peut-être une sur dix mille qui en est capable et alors elle est anormale. La présence de telles femmes ne peut que rabaisser le moral des hommes et conduire l'armée à la dégénérescence».

## Prisonnières politiques

Il est vital, il est urgent d'informer et d'agir pour rompre l'isolement des prisonnières et des prisonniers, isolement qui les livre au viol, à la torture, à la mort. Irmgard Möller, Verena Becker, Helmut Pöhl, sont en vie. Les forces populaires, nos forces de femmes doivent les tirer de cet enfer. Nous avons constitué un collectif de travail sur les questions de l'articulation du juridique et du politique : violence-contre-violence, diffamation dans les mâles-média : press-sex-terror, terrorisme d'état et contre-terrorisme révolutionnaire. Envoyez-nous vos signatures, suggestions et textes. Constituons des groupes, mettons nos forces en commun pour faire circuler l'information et multiplier les moyens de rassemblement et de lutte. Librairie des femmes, 68 rue des Saints-Pères, 75007 PARIS.

Saïda Menhebi, 25 ans, militante active est morte en prison au Maroc. Elle avait été arrêtée le 16 janvier 1976. «La lutte et la résistance des femmes, qui se manifestent à nouveau après leur participation à la lutte pour l'indépendance, est le symbole d'une nouvelle phase de résistance que mène le peuple marocain contre ses oppresseurs... Les femmes marocaines se révoltent et se mettent en lutte contre la double exploitation qu'elles subissent... En donnant sa vie, Saïda devient le symbole de la résistance que mènent aujourd'hui les femmes.» Des femmes du comité de lutte contre la répression au Maroc.

## Des épouses pas chères

Suite à une émission sur FR3, le vendredi 2 décembre «quelques agriculteurs qui ne trouvaient pas de femmes», des réactions en chaîne se sont déchaînées dans les revues et le courrier. «Un marché de femmes», de l'île Maurice au Tarn en France, existe. Pour tous ceux qui ne trouvent pas de femmes, on leur en fait venir de l'île Maurice. Il suffit d'acheter la future épouse au moyen d'un billet d'avion aller-retour. (très peu utilisent le retour). Esclavage, racisme et exil sont le lot de ces femmes. Vous pouvez écrire au mouvement de libération des femmes, Tabagie Capucine Arcades Abbassa Koor quatre-Bornes Ile Maurice.

## Dénoncer le viol

Du 10 au 24 janvier, le groupe Femmes de Pen Ar Créach organise une campagne de dénonciation du viol et des violences contre les femmes. Si vous avez déjà fait une telle campagne dans votre ville ou si vous avez des idées, écrivez-nous à : Groupe Femmes M.P.T de Bellevue, 1, rue du Quercy, 29200 Brest.

## Un peu d'Histoire

1<sup>er</sup> janvier 1789. Pétition des femmes du Tiers-Etat au roi : «Objets continuels de l'admiration et du mépris des hommes, les femmes, dans cette commune agitation, ne pourraient-elles pas, elles aussi, faire entendre leur voix?»

13 janvier 1975, Lisbonne. Une manifestation, organisée par le mouvement de libération des femmes naissant, a lieu pour saluer l'année internationale des femmes. Dix-sept femmes se sont habillées de façon à représenter les symboles de leur exploitation : en mariée, en objet sexuel, avec des seins peints sur la robe, en femme d'intérieur avec un tablier, etc. Des centaines d'hommes se ruèrent sur elles. Plusieurs finirent la journée à l'hôpital.

1878. En Russie, ouverture de la première université féminine à Saint Pétersbourg. (Université Bestujev).

15 janvier 1919, Rosa Luxembourg est assassinée à Berlin. Elle est née en 1871 en Pologne ; elle adhère au parti révolutionnaire du prolétariat. Exil. Elle vit en Allemagne à partir de 1898. En février 1914 elle est condamnée à un an de prison pour incitation de militaires à la désobéissance. Déclenchement de la guerre et effondrement de l'Internationale et de l'internationalisme. Elle fonde avec Karl Liebknecht la ligue Spartacus. La révolution allemande est écrasée dans le sang. La sociale-démocratie aussi bien que la contre-révolution réclament la tête de Rosa. Le 15 janvier elle est assassinée à coups de crosse ; son cadavre est jeté dans la Spree.

## Le mouvement des femmes

«Le Mouvement des Femmes n'est pas toujours celui qu'on publicite. C'est un vaste courant riche de son hétérogénéité (pas l'homogénéité, l'unité qui nivelle les différences et écrase les individualités) dans lequel des femmes ont trouvé ou retrouvé leur identité, où elles se sont connues et reconnues, où elles ont trouvé la force de vivre et de se battre contre les appareils et les structures d'étouffement, où elles ont crié, bougé, parlé. C'est là que beaucoup ont pu se donner les moyens d'exister, d'agir et de créer seules ou avec d'autres. Le Mouvement de Femmes, ça peut être des maisons, des crèches, des groupes, des fêtes, des amis qui se rencontrent de façon informelle pour discuter de leurs problèmes et des moyens de les résoudre... Le Mouvement des Femmes, ça peut être des réseaux d'information et d'entraide formels et informels, ça peut être ma voisine qui passe à l'improviste pour parler de son angoisse, quand à tout moment je peux appeler quelqu'une, celle avec laquelle j'échange un sourire rassurant dans la ville...» Alice Braitberg

Deux nouveaux mensuels «pour les femmes». Six francs chacun. «Des femmes en mouvement» et «F magazine». «Des femmes», c'est l'équipe de la librairie du même sexe qui avait sorti l'épisodique «quotidien des femmes». «F magazine», c'est un groupe financier de la famille Servan-Schreiber, branche «Expansion».

Sur la couverture de «Des femmes» (pas commode comme titre, imaginez-vous dans un kiosque, je voudrais «Des femmes» le journal, pas le matériau, y a de quoi faire rougir le moins misogyne), sur la couverture donc, un défilé de mode du genre Lip, dans une usine en lutte. Photo d'amateur, couleur fanée, mais avec de la vie, du mouvement dans la spontanéité.

Sur la couverture de «F», une photo, qui se veut détournée, de Claire Brétécher, la bonne conscience de l'Obs. Elle est très belle. On comprend que Jean Daniel l'aime secrètement. C'est aussi le grand amour caché de Nicoulaud, et de plusieurs dessinateurs de talent dont je vous dirai le nom contre une forte somme en espèces. A l'intérieur de «F», pas mal de publicités pour parfums, maquillages, verroterie et consommations diverses de produits dits de beauté. Ce qui n'empêche pas l'éditorialiste d'écrire : «pourquoi montrer toujours les femmes sous les traits de créatures nées pour séduire, cuisiner ou consommer?».

Oui, pourquoi ? Et pourquoi commencer chez soi ? Qu'est-ce que c'est que ces femmes qui veulent faire une presse différente avec les mêmes outils que la presse pourrie ? Réponse : le fric. «F magazine» comme l'Obs ou Le Point, sont des canards qui ne peuvent exister sans publicité. Cela n'a rien de répréhensible quand tu vis à l'aise dans ce système, tel le ver dans le calendrier. Mais quand tu veux «changer la vie», quand tu te dis anti-capitaliste, comme l'Obs, et que tu, par ailleurs, fais la promotion dudit capitalisme, tu es déchiré par tes contradictions, travaillé par la névrose du mal assis et cisailé par le lumbago du doute.

D'où le taux croissant d'aigreurs d'estomac dans les milieux de gauche.

Sans être à gauche, «F» vise un créneau de femmes centre-gauche tirillées par l'inégalité culturelle mais pas au point d'abandonner le lave-vaisselle ou la bonne espagnole. Ce qu'elles voudraient, en somme, c'est que les phallos arrêtent de se payer leur poire. Leur révolte ne va pas plus loin.

Ces femmes-là n'ont rien compris. Mais ça n'a pas d'importance. On le savait. «F» aura des lectrices. Ses rédactrices seront payées. Que demande le peuple ?

«Des Femmes», au contraire, risque bien de crever, comme toutes les tentatives exigeantes. Là, on ne flatte pas la lectrice dans le sens du vison. On passe de l'Ulrike Meinhof et non de la Marina Vlady. On parle plutôt du viol que de Masters et Johnson. C'est, comme on dit, un autre

choix. Corollaire : c'est dur à lire : ça s'adresse à l'intelligence ou à l'émotion. (abonnez-vous : 70 rue des Saints-Pères, Paris 7<sup>e</sup>).

Ces deux revues ont quand même un point commun à mes yeux de machiste patenté (on ne dit plus phallo, ça date). C'est qu'elles veulent délimiter un «espace femmes», comme si l'on pouvait aborder un problème de libération, quel qu'il soit, sous un angle corporatiste. La femme n'est pas selon le mot machiste bien connu, «l'avenir de l'homme». Elle est sans doute celui de l'humanité. Voir en l'homme et sa pauvre paire un ennemi prioritaire est simpliste. Vouloir égaliser un con, ce n'est pas devenir intelligent. Travailler (et être payé) comme un homme qui fabrique des bêtises, c'est pas se libérer, c'est s'enchaîner. La femme PDG n'est pas exemplaire. Elle fait suer le burnous comme un homme PDG. Et la mère Veil, si populaire soit-elle, reste la ministre d'un gouvernement de droite, aussi néfaste qu'un d'Ornano.

L'écologie, science du tout, doit relier les problèmes au lieu de les séparer. Elle n'a jamais pensé que la femme était un animal spécifique. On voit au contraire, chez les écolos, beaucoup de femmes - collabos qui avouent aimer les hommes, parce qu'elles se sentent pas différentes, à fortiori inférieures. Plutôt complémentaires. Mais dans la même galère.

A part ça, évidemment, les hommes-militants sont les premiers exploités domestiques, à gauche comme à droite. Moi qui vous parle, en achetant le premier numéro de «Des femmes», j'ai repéré le premier article : «comment quitter le domicile conjugal». J'ai essayé de planquer le canard. Trop tard : «ma» femme était déjà partie. (1).

Je suis en procès avec ce journal pousse-au-crime, mais j'ai peu de chances : le juge est une femme....

Arthur

1) Quand un homme lit un journal de femmes, il n'est pas en train d'aider la sienne à faire la vaisselle, d'où le paradoxe !



# La presse féministo-féminine vue par un machiste



# Les élections et nous



**F**aut-il voter ou pas ? Faut-il (fallait-il) présenter des candidatures écologistes ? Mettre sur pied un front plus large ? Faut-il voter pour la gauche au 1er tour quand il n'y a pas mieux ? Et au 2ème tour ? Si oui, faut-il le dire publiquement et faire campagne en conséquence ? Les lecteurs de la G.O.-C.N.V., on le verra ci-dessous, sont divisés.

L'équipe du journal l'est aussi. Individuellement, ses membres adopteront des comportements divers ; ils ont dit, ou laissé entendre, ou diront lesquels, et pourquoi. Mais elle est unanime sur ce qui suit.

1 - La société alternative que nous voulons instaurer requiert des formes d'action et d'organisation d'une autre nature que l'électoratisme.

2 - Les forces susceptibles de se mobiliser pour cette société alternative dépassent de loin celles qui se reconnaissent aujourd'hui dans le terme d'«écologistes». la G.O.-C.N.V. veut travailler à l'approfondissement de leurs aspirations (femmes, jeunes, mouvements de contre-culture, de désobéissance civile, régionalistes) et à leur convergence anti-capitaliste avec l'écologie.

3 - On peut constater que l'engagement, pourtant récent, des écologistes sur le terrain électoral s'accompagne déjà d'un appauvrissement théorique et d'une stérilisation pratique de l'écologie.

4 - A partir du moment où cet engagement s'est produit, la G.O.-C.N.V. ne peut pas toutefois s'en abstraire sous peine de laisser le mouvement écologique évoluer dans des orientations (par exemple dans les structures et les «dirigeants» dont il se doterait qu'elle ne souhaite pas).

5 - En conséquence, la G.O.-C.N.V. suit avec intérêt Écologie 78 et lui ouvre largement ses colonnes. Mais cet a-priori de sympathie ne saurait être un alignement, un engagement sans conditions ni critiques.

6 - A ses yeux, la «diversité écologique» ne peut en aucun cas servir de prétexte à des imprécisions, à des concessions, voire à des compromissions à l'égard des pouvoirs en place.

7 - Au cours de cette période électorale et après, afin d'éviter l'enlèvement du mouvement écologique dans un terrain qui n'est pas le sien, la G.O.-C.N.V. approfondira son travail de réflexion sur les points suivants : une société alternative, quel individu ? quelle organisation politique ? quelle économie ?

L'équipe de La G.O.-C.N.V.

# La naissance du Front Autogestionnaire

Lors d'une conférence de presse, à Paris, le 10 janvier, les directions du PSU et du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-Violente) ont annoncé la formation, à l'échelle nationale, du «Front Autogestionnaire» (F.A.).

A cette occasion, un «Appel pour la constitution d'un Front Autogestionnaire» a été distribué, signé bien sûr par les directions du PSU et du MAN, mais aussi par des «personnalités» de gauche et d'extrême-gauche, intellectuelles (Jean Duvignaud, Jean-Pierre Faye, André Granou, Pierre Jalée), écologistes (Haroun Tazieff, Claude-Marie Vadrot), chrétiennes (Georges Casalis, Robert Devezie) et autres. A noter également, parmi les promoteurs du «Front», trois des principaux animateurs de la lutte des Lip : Charles Piaget, Jean Raguénès et Roland Vittot.

Si l'on se réfère au texte de l'«Appel», il s'agit d'affirmer aux élections législatives de mars prochain la présence d'une «nouvelle gauche socialiste, écologiste et autogestionnaire» qui se distingue, sur trois points décisifs, des partis de la gauche traditionnelle. 1er point, les finalités et les modalités de la croissance économique : pour une autre croissance, «non au nuclé-

aire». 2ème point, la défense et l'armement : pour une défense populaire, «non à la force de frappe». 3ème point, la mobilisation populaire et l'autogestion : pour la maîtrise de ses propres affaires par chaque collectivité, pour le droit à la différence, pour le respect des minorités. Lors de la conférence de presse, des précisions ont été apportées. Le FA, a dit la Bollardière, représente la convergence de trois «sensibilités» : PSU, écologique et non-violente. Pour Mousel, du PSU, ce rassemblement n'est pas seulement électoral, mais veut créer une dynamique pour après. Jean-Marie Muller, du MAN, a de son côté insisté sur la récente émergence de l'écologie et affirmé que l'axe fondamental du FA était de concilier le socialisme et l'écologie.

## QUELQUES QUESTIONS

Voilà donc une initiative qui ne peut qu'être suivie avec intérêt. Ce qui ne veut pas dire sans questions, voire sans réserves, qui concernent les rapports du FA avec les partis de la gauche traditionnelle. «Nous sommes à l'intérieur de la gauche» ont dit Mousel et la Bollardière. «Notre attitude, a ajouté Muller, est d'interpellation et de proposition à la gauche». En se définissant ainsi, et en insistant tel-

lement, dès aujourd'hui, sur «le nécessaire vote pour la gauche au deuxième tour» sert-on d'abord la convergence, en un espace politique nouveau, des forces mobilisables pour une société alternative (qui n'est pas celle que visent les partis de gauche, même s'ils causent d'autogestion et de «qualité de la vie»), ou sert-on d'abord ces partis de gauche ? Que signifie cette fascination par la «scène» politique ? Un nouvel avatar de la digestion des différents mouvements apparus depuis 10 ans par le PS et le PC, du moins par leurs schémas de pensée et d'action ?

A cette question que j'ai posée, Muller a répondu qu'il ne fallait pas sous-estimer le développement du courant anti-nucléaire dans le PS, et qu'il fallait y contribuer par ce «rapport conflictuel à l'intérieur de la gauche». Mais, Muller, d'où viennent la plupart des anti-nucléaires (des vrais, à 100 %) du PS ? Penses-tu que le mieux qu'ils avaient à faire, ces dernières années était de le rallier ? Claude Bourdet, du PSU et du MDPL, a répondu, lui, qu'on ne peut parler aux travailleurs si on n'est dans leurs rangs. Voilà qui touche un point sensible : c'est vrai, nous ne savons

pas parler à ceux que l'actuelle société écrase le plus, et nous avons de ce point de vue d'immenses efforts à faire. Mais, Bourdet, faut-il identifier les luttes anticapitalistes et les organisations politiques et syndicales qui se réclament de la classe ouvrière, ou au contraire montrer leur non-correspondance pour débloquer les énergies vitales aujourd'hui neutralisées, ou détournées sur des objectifs qui ne les font pas sortir de l'aliénation ?

De ces questions, nous n'avons pas fini de débattre. Ce qui ne m'empêche pas de regarder avec sympathie, dans le contexte électoral, la naissance du FA. Et de me réjouir des accords locaux qu'il serait en train de passer avec «Écologie 78», par exemple dans l'Essonne et dans l'Hérault. Mais dans l'espoir que les bases militantes locales - groupes régionalistes, écologistes, de femmes -, à partir desquelles il affirme se constituer, y fassent prévaloir leurs objectifs et leurs méthodes de luttes, leurs pratiques et leurs perspectives en matière de pouvoir. Alors seulement le FA aura contribué à «créer une dynamique», pour parler comme Mousel, qui soit autre que celle de la (vienne) gauche.

Paul Blanquart.

# Courbez vos fronts autogestionnaires

«Il ne suffit pas d'être cocu. Il faut être fier de l'être». (d'après Cavanna).

Ainsi donc, c'est fait : deux jours après le suicide du PS rallié à la force de frappe, le Front Autogestionnaire (PSU et MAN), théoriquement opposé au nucléaire, s'est constitué en force d'appoint à la «gauche».

Cette logique donne le vertige. On aurait pu penser que le Front, ayant constaté son impuissance à faire évoluer la gauche sur un problème aussi vital que l'arme atomique, retirerait sa caution au PS. Que la gauche ayant disparu dans les compromis de l'accession au pouvoir, il en profiterait pour définir une «nouvelle gauche», la seule en fait.

Eh bien, pas du tout. Le Front s'en est pris aux écologistes accusés de «confusion politique», parce qu'ils refusaient de se désister pour une gauche qui n'existe plus.

Dès lors, devant ce genre d'analyse, il devient totalement inutile d'argumenter logiquement. Mieux vaut aller chercher du côté de Freud les raisonnements logiques du Front. Le PSU a toujours été ce petit cadet honnête que les grands refusaient d'écouter. Composé surtout de chrétiens, il a tenté de faire entrer la vertu en politique. Lui, sauveur de la classe ouvrière, croyait pathétiquement à la sincérité de ceux qu'il harcelait du haut de ses petits pourcentages.

Or la politique et la sacristie n'ont que de lointains rapports. En politique, il ne faut pas croire. Il faut savoir. Et surtout, faire.

La SFIO, puis le PS, sans parler du PC, ont toujours méprisé le PSU. A quoi bon s'intéresser à ce minus, puisque, de toute façon, il allait automatique, je dirai par nature, se rallier à eux, obsédé qu'il était par son manichéisme liturgique (la gauche, c'est un dieu, la droite c'est satan). Condamné à être un agitateur d'idées, prestement récupérées et désamorçées par la gauche, le PSU a perdu ses élites absorbées par la centrifugeuse Mitterrand, après le congrès d'Épinay. J'ai entendu, de mes oreilles, Rocard nous confier, en fin de repas, qu'il avait choisi le PS parce qu'il avait envie d'agir, qu'il en avait marre de

l'impuissance du PSU. Texto (et j'ai des témoins).

Dans la foulée, le PSU a perdu sa base électorale. L'élection législative partielle du Ve, à Paris, où Brice Lalonde fit un score deux fois supérieur à celui du PSU Leduc, fut un coup de semonce : il fallait que le PSU trouve une nouvelle base électorale. Justement, les écologistes passaient par là....

Je ne serai pas cruel : je ne vous ressortirai pas les textes du PSU en 71 sur l'énergie nucléaire et les écolos. Mes archives sont mauvaises, pas ma mémoire. Or le PSU, très marxiste dans ce que ce terme recouvre d'hymne au délire productiviste, n'avait pas vu que c'est là, devant les centrales de Bugey et de Fessenheim, que la vraie nouvelle gauche était en gestation.

Sans doute fallait-il que nous soyions plus nombreux pour que le PSU nous remarquât !

Passons ! Tout le monde peut évoluer. Mais l'ennui, c'est que le PSU a fait l'impasse sur l'originalité première du courant écologiste : son côté libertaire. Son refus des compromis politiques comme celui qui consiste à faire voter des adversaires, en croyant que la grâce les visitera.

C'est pourquoi Écologie 78 a laissé ses électeurs libres de leur choix, sans donner de consignes de vote.

Écologie 78 se veut une alternative à vocation majoritaire. Elle se veut la vraie gauche. Elle ne mettra pas la fausse au pouvoir. Elle ne trahira pas la confiance de ceux qui n'ont pas encore compris qui étaient les dirigeants du PS et du PC. Et que la révolution passait par la disparition des dirigeants.

Si les écolos rencontrent un jour l'État social-démocrate, s'ils visitent les prisons social-démocrates, ils pourront toujours espérer qu'un camarade du Front les sortira de ce mauvais pas. A condition, évidemment, que Mitterrand veuille bien accorder un rendez-vous à Mousel et Muller, ce qui m'étonnerait.

Une fois au pouvoir, il n'aura plus besoin d'eux.

A quelques mois ou plutôt quelques semaines du «vote» qui devrait changer (!!!) quelque chose, je suis comme beaucoup très perplexe. Toutefois pour parodier Amobindo (cf disque Moustaki) je pense «que le socialisme (Programme commun) est une aide ou du moins peut être une aide, le socialisme est entravé...» C'est pourquoi plutôt que de m'abstenir au second tour ou de voter blanc, je voterai programme commun.

Jean Ithuriague.

# La naissance du Front Autogestionnaire

Lors d'une conférence de presse, à Paris, le 10 janvier, les directions du PSU et du MAN (Mouvement pour une Alternative Non-Violente) ont annoncé la formation, à l'échelle nationale, du «Front Autogestionnaire» (F.A.).

A cette occasion, un «Appel pour la constitution d'un Front Autogestionnaire» a été distribué, signé bien sûr par les directions du PSU et du MAN, mais aussi par des «personnalités» de gauche et d'extrême-gauche, intellectuelles (Jean Duvi-gnaud, Jean-Pierre Faye, André Granou, Pierre Jalée), écologistes (Haroun Tazieff, Claude-Marie Vadrot), chrétiennes (Georges Casalis, Robert Devezies) et autres. A noter également, parmi les promoteurs du «Front», trois des principaux animateurs de la lutte des Lip : Charles Piaget, Jean Raguénès et Roland Vittot.

Si l'on se réfère au texte de l'«Appel», il s'agit d'affirmer aux élections législatives de mars prochain la présence d'une «nouvelle gauche socialiste, écologiste et autogestionnaire» qui se distingue, sur trois points décisifs, des partis de la gauche traditionnelle. 1er point, les finalités et les modalités de la croissance économique : pour une autre croissance, «non au nuclé-

aire». 2ème point, la défense et l'armement : pour une défense populaire, «non à la force de frappe». 3ème point, la mobilisation populaire et l'autogestion : pour la maîtrise de ses propres affaires par chaque collectivité, pour le droit à la différence, pour le respect des minorités.

Lors de la conférence de presse, des précisions ont été apportées. Le FA, a dit la Bollardière, représente la convergence de trois «sensibilités» : PSU, écologiste et non-violente. Pour Mousel, du PSU, ce rassemblement n'est pas seulement électoral, mais veut créer une dynamique pour après. Jean-Marie Muller, du MAN, a de son côté insisté sur la récente émergence de l'écologie et affirmé que l'axe fondamental du FA était de concilier le socialisme et l'écologie.

## QUELQUES QUESTIONS

Voilà donc une initiative qui ne peut qu'être suivie avec intérêt. Ce qui ne veut pas dire sans questions, voire sans réserves, qui concernent les rapports du FA avec les partis de la gauche traditionnelle. «Nous sommes à l'intérieur de la gauche», ont dit Mousel et la Bollardière. «Notre attitude, a ajouté Muller, est d'interpellation et de proposition à la gauche». En se définissant ainsi, et en insistant tel-

lement, dès aujourd'hui, sur «le nécessaire vote pour la gauche au deuxième tour» sert-on d'abord la convergence, en un espace politique nouveau, des forces mobilisables pour une société alternative (qui n'est pas celle que visent les partis de gauche, même s'ils causent d'autogestion et de «qualité de la vie»), ou sert-on d'abord ces partis de gauche ? Que signifie cette fascination par la «scène» politique ? Un nouvel avatar de la digestion des différents mouvements apparus depuis 10 ans par le PS et le PC, du moins par leurs schémas de pensée et d'action ?

A cette question que j'ai posée, Muller a répondu qu'il ne fallait pas sous-estimer le développement du courant anti-nucléaire dans le PS, et qu'il fallait y contribuer par ce «rapport conflictuel à l'intérieur de la gauche». Mais, Muller, d'où viennent la plupart des anti-nucléaires (des vrais, à 100 %) du PS ? Penses-tu que le mieux qu'ils avaient à faire, ces dernières années était de le rallier ? Claude Bourdet, du PSU et du MDPL, a répondu, lui, qu'on ne peut parler aux travailleurs si on n'est dans leurs rangs. Voilà qui touche un point sensible : c'est vrai, nous ne savons

pas parler à ceux que l'actuelle société écrase le plus, et nous avons de ce point de vue d'immenses efforts à faire. Mais, Bourdet, faut-il identifier les luttes anti-capitalistes et les organisations politiques et syndicales qui se réclament de la classe ouvrière, ou au contraire montrer leur non-correspondance pour débloquer les énergies vitales aujourd'hui neutralisées, ou détournées sur des objectifs qui ne les font pas sortir de l'aliénation ?

De ces questions, nous n'avons pas fini de débattre. Ce qui ne m'empêche pas de regarder avec sympathie, dans le contexte électoral, la naissance du FA. Et de me réjouir des accords locaux qu'il serait en train de passer avec «Écologie 78», par exemple dans l'Essonne et dans l'Hérault. Mais dans l'espoir que les bases militantes locales - groupes régionalistes, écologistes, de femmes -, à partir desquelles il affirme se constituer, y fassent prévaloir leurs objectifs et leurs méthodes de luttes, leurs pratiques et leurs perspectives en matière de pouvoir. Alors seulement le FA aura contribué à «créer une dynamique», pour parler comme Mousel, qui soit autre que celle de la (vienne) gauche.

Paul Blanquart.

## Courbez vos fronts autogestionnaires

«Il ne suffit pas d'être cocu. Il faut être fier de l'être». (d'après Cavanna).

Ainsi donc, c'est fait : deux jours après le suicide du PS rallié à la force de frappe, le Front Autogestionnaire (PSU et MAN), théoriquement opposé au nucléaire, s'est constitué en force d'appoint à la «gauche».

Cette logique donne le vertige. On aurait pu penser que le Front, ayant constaté son impuissance à faire évoluer la gauche sur un problème aussi vital que l'arme atomique, retirerait sa caution au PS. Que la gauche ayant disparu dans les compromis de l'accession au pouvoir, il en profiterait pour définir une «nouvelle gauche», la seule en fait.

Eh bien, pas du tout. Le Front s'en est pris aux écologistes accusés de «confusion politique», parce qu'ils refusaient de se désister pour une gauche qui n'existe plus.

Dès lors, devant ce genre d'analyse, il devient totalement inutile d'argumenter logiquement. Mieux vaut aller chercher du côté de Freud les raisonnements logiques du Front. Le PSU a toujours été ce petit cadet honnête que les grands refusaient d'écouter. Composé surtout de chrétiens, il a tenté de faire entrer la vertu en politique. Lui, sauveur de la classe ouvrière, croyait pathétiquement à la sincérité de ceux qu'il harcelait du haut de ses petits pourcentages.

Or la politique et la sacristie n'ont que de lointains rapports. En politique, il ne faut pas croire. Il faut savoir. Et surtout, faire.

La SFIO, puis le PS, sans parler du PC, ont toujours méprisé le PSU. A quoi bon s'intéresser à ce minus, puisque, de toute façon, il allait automatique, je dirai par nature, se rallier à eux, obsédé qu'il était par son manichéisme liturgique (la gauche, c'est un dieu, la droite c'est satan). Condamné à être un agitateur d'idées, prestement récupérées et désamorçées par la gauche, le PSU a perdu ses élites absorbées par la centrifugeuse Mitterrand, après le congrès d'Épinay. J'ai entendu, de mes oreilles, Rocard nous confier, en fin de repas, qu'il avait choisi le PS parce qu'il avait envie d'agir, qu'il en avait marre de

l'impuissance du PSU. Texto (et j'ai des témoins).

Dans la foulée, le PSU a perdu sa base électorale. L'élection législative partielle du Ve, à Paris, où Brice Lalonde fit un score deux fois supérieur à celui du PSU Leduc, fut un coup de semonce : il fallait que le PSU trouve une nouvelle base électorale. Justement, les écologistes passaient par là....

Je ne serai pas cruel : je ne vous ressortirai pas les textes du PSU en 71 sur l'énergie nucléaire et les écolos. Mes archives sont mauvaises, pas ma mémoire. Or le PSU, très marxiste dans ce que ce terme recouvre d'hymne au délire productiviste, n'avait pas vu que c'est là, devant les centrales de Bugey et de Fessenheim, que la vraie nouvelle gauche était en gestation.

Sans doute fallait-il que nous soyions plus nombreux pour que le PSU nous remarquât !

Passons ! Tout le monde peut évoluer. Mais l'ennui, c'est que le PSU a fait l'impasse sur l'originalité première du courant écologiste : son côté libertaire. Son refus des compromis politiques comme celui qui consiste à faire voter des adversaires, en croyant que la grâce les visitera.

C'est pourquoi Écologie 78 a laissé ses électeurs libres de leur choix, sans donner de consignes de vote.

Écologie 78 se veut une alternative à vocation majoritaire. Elle se veut la vraie gauche. Elle ne mettra pas la fausse au pouvoir. Elle ne trahira pas la confiance de ceux qui n'ont pas encore compris qui étaient les dirigeants du PS et du PC. Et que la révolution passait par la disparition des dirigeants.

Si les écolos rencontrent un jour l'État social-démocrate, s'ils visitent les prisons social-démocrates, ils pourront toujours espérer qu'un camarade du Front les sortira de ce mauvais pas. A condition, évidemment, que Mitterrand veuille bien accorder un rendez-vous à Mousel et Muller, ce qui m'étonnerait.

Une fois au pouvoir, il n'aura plus besoin d'eux.

A quelques mois ou plutôt quelques semaines du «vote» qui devrait changer (!!!) quelque chose, je suis comme beaucoup très perplexe. Toutefois pour parodier Amobindo (cf disque Moustaki) je pense «que le socialisme (Programme commun) est une aide ou du moins peut être une aide, le socialisme est entravé...» C'est pourquoi plutôt que de voter blanc, je voterai second tour ou de voter commun.

Jean Ithuriague.



## Gai, gai ! Marions-nous !

Il serait quand même sain d'éviter de multiplier les candidatures «écologistes» au sens le plus large du terme, dans une même circonscription.

Éviter d'avoir un candidat écolo, donc... visible aux idées autogestionnaires, en face d'un candidat autogestionnaire, donc assez vert, cela simplement parce que l'un refuse de se désister pour la gauche, quand c'est le projet de l'autre.

Nous sommes unis sur l'essentiel. Ce qui nous sépare le plus, c'est notre rapport à la politique politicienne. Encore que les nuances soient parfois subtiles... mais de toutes façons, ce n'est pas très important, puisque tous nous pensons que la vie s'exprime dans des luttes sur le terrain (où nous nous retrouvons), plus que sur la scène électorale.

Les militants du PSU et ceux d'Écologie 78, dans la seconde circonscription de l'Isère ont compris que «converger», c'est respecter les divergences ; du moins sur ce point... «Écologie et Autogestion» essaie donc de se mettre en place ; ses candidats seront soutenus par Écologie 78, le Front Autogestionnaire ou le PSU et ceux qui voudront. Ils ne se désisteront pas au second tour : chacun des groupes les soutenant resteront libres de leurs prises de position à ce moment.

Ce n'est pas encore du tout cuit : d'autres points de divergence apparaissent sans cesse. Cette expérience de refus du sectarisme aboutira peut-être, peut-être pas. Il m'a semblé qu'elle valait quand même la peine d'être évoquée : anti-électorales que nous sommes tous plus ou moins, ne nous laissons pas diviser par des élections!

Cédric.

## Jean-Foutre

Les partis de gauche sont des Jean-Foutre, tout aussi productivistes, consuméristes, technocratiques, donc empoisonneurs publics, que ceux de la droite. MAN, PSU sont nos amis, que nous retrouverons à l'heure de combattre le gouvernement qu'ils auront contribué à installer.

D'acc.

Mais quel gouvernement sortira des urnes? Faut-il souhaiter (car on ne voit guère d'autre alternative réalisable que celle-ci: «droite, ou gauche», si l'on cherche à être lucide): re-la droite? Oh, elle ne sera pas pire que le P.S. Même peut-être meilleure que le P.C.

Mais alors rien ne sera éclairci. La grosse majorité des gens - prolos et Cie - continuera à rêver que la gauche au pouvoir aurait amené le Paradis, l'évolution des esprits continuera à lutter contre ce mirage, ne pourra pas le dépasser.

Tandis que si la gauche tient le pouvoir, il faudra bien se réveiller du rêve et voir que ça continue, le chapelet des empoisonnements : militarisation, nucléaire, promoteurs et béton, course à l'abîme, etc...

(...)  
Ne faut-il pas démystifier les pantins de gauche? L'expérience n'est-elle pas seule capable d'ouvrir les yeux aux gens?

Alors nous aurions les coudees franches, le chemin libre pour lutter...? Il n'y aurait plus de mensonge...?

Qu'en pensez-vous, vous tous à la G.O.-C.N.V.?

Qu'en penseraient les lecteurs?

Germaine.

## Les écologistes au Palais Bourbon ?

(...) Étant un des derniers écologistes à avoir quitté le PS (juillet 77) après avoir été admis presque au Saint des Saints - la Commission Nationale Environnement qui siège tous les mois au Palais Bourbon - sans ressentiment et en le regrettant, je dois en conscience affirmer, comme je l'ai déjà fait dans le journal local, que le «P.S. n'est pas prêt à faire le bonheur des exploités, pour ne rien dire de ces capacités à gouverner écologiquement c'est-à-dire intelligemment». Et ce n'est pas le style des toutes puissantes fédérations du Nord (dont j'ai fait partie) et des Bouches du Rhône, pour ne citer que celles-là qui rassureraient... un myope ou un presbyte. Les quelques rares écologistes encore au P.S. auraient bien du mal à démontrer le contraire.

En refusant de choisir entre la droite et la gauche, les écologistes indépendants n'ont pas de leçon à recevoir des exploités... ignorants par exemple tout des factions et sous-factions qui grouillent autour de Mitterrand. Clairement défini, le projet de société écologique est bien plus cohérent qu'un bouquin d'Attali. Mieux vaut une déception provisoire qu'un toujours trop long Chili chiraquien en septembre 78 que redoutent CÈRES et PSU. De toutes façons après la courte victoire de la droite assez probable la situation socio-économique mondiale sera telle que l'exaspération des masses imposera la dissolution rapide. Dans l'entre-temps, Giscard aura fait voter le scrutin proportionnel qui doit le débarrasser de Chirac, son concurrent, à l'Élysée. Nous retournerons aux urnes et cette fois-là, si nous ne faisons pas trop de conneries, soit l'écologie aura valablement pénétré dans les partis au point de rendre notre candidature quasi inutile, soit les députés écologistes entreront au Palais Bourbon. Pas de complexe donc face à la dactylo ou au mécano ; la droite ? la gauche ? c'est bonnet polluant et polluant bonnet. Mars 78 ce n'est qu'un début, nous continuerons le combat... utopique.

J.M.G.

## Le MAN, l'écologie et la gauche

La nécessité de nous expliquer est devenue de plus en plus évidente, depuis qu'à l'issue de Malville, le M.A.N. a cru devoir prendre, par le biais d'un communiqué, des positions très critiques à l'égard du mouvement anti-nucléaire et de son organisation. Cela aurait encore été acceptable, si, le M.A.N. n'avait pas laissé entendre que dans cette manifestation, il avait eu, avec le P.S.U., la seule attitude conséquente. Nous, qui étions à Malville, nous ne nous reconnaissons pas du tout dans cette attitude, qui frise l'indécence.

En effet, l'engagement des instances nationales du M.A.N. dans la lutte anti-nucléaire a été beaucoup plus formel que réel. Pour notre part, nous avons fait du combat anti-nucléaire l'une de nos actions prioritaires, tant localement que nationalement. Nous avons le sentiment que notre choix n'est pas le seul fait du groupe de Limoges, alors que la coordination du M.A.N. n'en a que peu fait état.

D'une manière plus générale, le M.A.N. s'est montré très peu réceptif aux questions écologiques qui nous semblent être au cœur de la réflexion sur ce que devrait être une société non-violente. Il n'est qu'à relever la faible part d'intérêt attribué à ces questions dans le T.O.P.

A notre sens, cette carence du M.A.N. est inévitablement liée à des préoccupations politiques. L'appareil du M.A.N. se montre avant tout soucieux d'une position critique au sein d'une stratégie d'union de la gauche. Cette attitude défendue par l'omni-présence des têtes d'œufs mérite plus ample discussion avant d'être diffusée au nom du M.A.N. Or, précisément, la mise en place d'un pouvoir personnalisé nous semble incompatible avec une authentique pratique non-violente.

La priorité accordée aux fonctionnaires de direction politique du Comité de Coordination s'inscrit en droite ligne dans la logique du fonctionnement d'un parti.

(...)  
Groupe de Recherche et d'Action Non-Violente de Limoges  
21, rue Othon Peconnet  
87000 Limoges  
(chez J. Rejou)

## Rectificatif

Contrairement à ce qu'indique le communiqué du secrétariat du Collectif Écologie 78 (GO-CNV N° 190, 29 décembre 1977), les Amis de la Terre ne sont nullement partie d'Écologie 78 au niveau national. Le réseau des Amis de la Terre est rappelons-le formé d'une centaine de groupes locaux indépendants, qui ont pris des positions variées par rapport aux élections législatives. Si certains d'entre eux (comme ceux de Marseille et de Paris) se sont intégrés aux coordinations régionales d'Écologie 78, d'autres participent à des groupements tels que le Front Autogestionnaire, ou ont décidé de ne pas se présenter.

Le RAT prendra une position définitive sur la question des législatives lors d'une réunion nationale extraordinaire, les 21 et 22 janvier à Melun (Seine et Marne). Nul ne peut préjuger de ses décisions. Réseau des Amis de la Terre.

## Non je ne voterai pas

Aller aux élections avec des bulletins de vote, fussent-ils gribouillés, verts ou blancs, c'est toujours aller à contre-cœur sur un terrain qu'on n'a pas choisi. Bien plus, qu'on renie absolument ! Seulement «faut pas leur laisser la place», «faut assumer notre rôle jusqu'au bout», «montrons-leur que même sur leur terrain on sait y faire», «si on ne le fait pas la Masse ne comprendra pas», etc... C'est bien ça, non ?

Ben moi, je propose autre chose : voilà qu'enfin, les politicards de tous les coins ont le regard fixé sur nous. Voilà que la Presse - même la «grande» - publie sondages sur sondages au sujet du comportement électoral des verts ; voilà que Giscard multiplie les guill-guill dans notre direction ; voilà que la Gauche se rend enfin compte qu'elle doit se prononcer clai-

Ben Non ! et paf sur la gueule ! Vous avez tous les yeux braqués sur nous ? On va vous en donner pour votre argent ! On va saisir cette occasion - que vous nous donnez - de vous montrer ce qu'on veut réellement, et même qu'on va prendre, les moyens pour ça, ceux qu'on aura choisis nous-mêmes : ON N'IRA PAS VOTER ! Et même plus : ON VA APPELER A NE PAS VOTER ! Parfaitement ! Délit civique, oui M'sieur ! Ou plutôt, Non Chef ! Et vous savez, ça fait du monde ! Incroyable le nombre de gens, à les voir comme ça vous ne le croiriez pas, complètement dégoûtés de voir à quel point des mouvements qui portaient, qu'on le veuille ou non, un véritable espoir populaire, se foudroyent complètement, et sans honte aucune, sans s'en rendre compte, de leurs gueules ! remment sur les problèmes qui nous semblent essentiels... mais ils sont tous soulagés, en fin de compte, de voir les écolos rentrer dans le moule, se soumettre à leur rituel - avec des grimaces, des gamineries de jeunesse, peut-être, mais ils le font quand même.

A la place, on racontera partout ce que nous on veut : plus d'État, plus d'autorité imposée, plus de production de n'importe quoi - pour toucher un salaire - pour pouvoir acheter des conneries - qu'il faudra produire - pour distribuer des salaires - qui etc... Plus de décisions venant d'en haut, plus d'organisation centralisée ! Mais une conscience de nos besoins par en bas - nos vrais besoins, qu'il faudra satisfaire en produisant juste ce qu'il faut, sans se presser huit heures par jour ! En fait, vu comme ça, on aura tellement trop qu'il y en aura pour le voisin, Tiers-Monde and Co. La Société Minimale, civilisation organique, société d'abondance. Libre.

(...)  
Non, je ne voterai pas.  
Et vous ? (C'est sérieux tout ça, savez-vous ?)

Emmanuel MAURENS

# INFOS EXPRESS

## Baader ça continue

Deux autres avocats incarcérés : Maîtres Arndt Müller et Armin Nowerla accusés par le procureur général ouest allemand Kurt Rehman d'avoir avec Klaus Croissant procuré à Baader et deux autres de ses compagnons des armes et explosifs trouvés dans leur cellule après leur mort.

Trois avocats de Zurich assurant la défense de deux détenus de la RAF, Gabriella Kroeher, Tiedemann et Christian Moeller ont porté plainte car ils n'ont pu prendre contact avec leurs clients gardés au secret à Berne.

## la police et le grand soir

La section socialiste Jean Moulin de la police parisienne vient de réaliser un document de réflexion sur « la fonction de la police et la transition du socialisme ».

Les auteurs de ce travail sont conscients que, en cas d'arrivée au pouvoir, la gauche ne peut « espérer une utopie neutralité de la hiérarchie policière » et il faut prévoir une « réforme démocratique de la police ». D'abord, l'expression « d'ordre public » sera dépolitisée et remplacée par « tranquillité publique ». Ensuite la section Jean Moulin propose la dissolution des renseignements généraux... remplacés par un « office de sondages et d'informations ». Les renseignements devront se limiter « à la protection de la vie des personnages politiques et à la défense du territoire contre les activités d'espionnage » (où ça s'arrête ?).



Ces braves policiers reconnaissent que « ces services de renseignements seront difficilement contrôlables par les citoyens ».

Réformes plus intéressantes : les C.R.S. seraient carrément dissoutes et surtout, les policiers auraient « le droit de désobéir à tout ordre, instruction ou commandement ou de les ignorer quand ils sont de toute évidence en contradiction flagrante avec les droits fondamentaux énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme ».

L'avenir apparaît assez limpide puisque « une société de liberté et de solidarité donc une société socialiste, devrait pouvoir se passer d'un organe spécialisé dans la violence et la contrainte ».

## arrestation d'un insoumis

Philippe Bellenghien, insoumis depuis 1974, membre d'Insoumission Collective Internationale, a été arrêté à Lille le 14 janvier 1978. Cette arrestation a eu lieu lors d'une action publique sur la Grand Place ainsi que devant l'Hôpital Militaire, action au cours de laquelle Philippe a brûlé son ordre de route ainsi qu'un livret militaire. Sept livrets militaires ont été renvoyés au Ministère de la défense.

Philippe a été condamné par défaut à un an de prison ferme par le T.P.F.A. de Lille.

Arrestation assez mouvementée puisque l'un des manifestants est actuellement à l'hôpital de Lille en observation. Les flics du Groupe Inter Police (Brigade Anti-gang politique). Philippe a été présenté à l'État Major de la 2e Région Militaire. Il a sans doute été transféré à la prison de Loos les Lille. Vous pouvez lui écrire : P. Bellenghien, Maison d'arrêt 59120 Loos les Lille. Vous pouvez également écrire à son juge d'instruction. T.P.F.A. La Citadelle 59998 Lille Armée.

Comité de soutien : 51 rue de Gand 59800 Lille  
Soutien financier : M. Soulié, CCP. Lille 478 13 R. - 46 rue de Valenciennes 75006 Paris.

## encore des bavures

Philippe Kadi, 20 ans, pris en flag avec deux de ses copains, alors qu'ils étaient en train de voler une voiture. Après un corps à corps

avec un policier, une balle part (accident ou bavure ?). Philippe est tué sur le coup.

Deux policiers parisiens écroués pour viol. En septembre dernier ils avaient fait monter dans leur fourgon une institutrice allemande qui n'avait pas son passeport et au lieu de l'emmener au commissariat, ils l'avaient violée dans une petite rue. Revenue en France, elle les a reconcus lundi au cours de la reconstitution.

## des automobiles pour le peuple

1978: le dernier piéton se "suicide"



10 millions d'automobiles circulent aujourd'hui en France, deux fois plus qu'en 1965.

Prévision pour 1983 : 20 millions de voitures de tourisme (véhicules individuels - prévision de l'INSEE). 1985 : chaque famille aura sa voiture.

66 % des ménages ont au moins une voiture.

Les statisticiens indiquent ainsi qu'un resserrement de l'éventail des revenus grâce à la croissance du nombre des familles aux revenus moyens et à la diminution des ménages aux revenus faibles et forts, entraînerait une forte augmentation du parc automobile français.

Ceci revient à dire que les constructeurs ont tout intérêt à voir la gauche passer...

## Notes de lecture

LES ÉCOLES SAUVAGES Luc Bernard

Éditions STOCK Collection Vivre - 268 pages.

Ce livre n'est pas une approche théorique des problèmes d'éducation, ni un essai de propositions nouvelles pour des écoles « différentes, libres, parallèles, obliques, ou en zig-zag ». C'est la description, à travers le vécu d'expériences en place, du fonctionnement de quelques écoles existantes.

Viennent ensuite les chapitres consacrés à des écoles (primaires

## REPRESSION CONTRE UN MILITANT ANTINUCLEAIRE

Suite aux événements de Malville où Vital Michalon a été assassiné et une centaine de manifestants blessés; après la parodie de justice à l'égard des manifestants pris en otage par la police et condamnés pour des motifs dérisoires; tenant compte du refus des journaux locaux de publier les communiqués de la coordination anti-nucléaire du Val-de-Saône dont de nombreux membres étaient à Malville et voulaient restituer la vérité sur les événements, pour répondre à la campagne d'intoxication et de mensonges du préfet Jannin et du gouvernement Giscard; pour pallier au silence complice des organisations politiques et syndicales et à l'absence de moyens mis en œuvre pour dénoncer cette répression sanglante... Thierry Grosjean a bombé sur les murs de Chalon/saône à la peinture, pour interdire la population parce que c'était un des rares moyens d'expression pour répondre immédiatement à la carence générale. Il a été surpris lors de cette action et le maire de la ville, socialiste, a porté plainte en le traitant de « vandale » et en faisant appel à la délation.

La presse locale fait chorus sur ce thème de vandalisme, ce en quoi elle a toujours été constante si l'on se réfère à d'autres actions anti-nucléaires récentes dans le Val-de-Saône. Le « Courrier » se surpasse en parlant de « commando de vandales » ! Depuis ces actions, la répression n'a cessé de s'accroître : visites sur son lieu de travail, perquisitions à son domicile et pour finir, le licenciement !

Cette mini-campagne de presse, la répression, sont bien dans la ligne du pouvoir giscardien concernant toute contestation et toute revendication, et en particulier celle du nucléaire qu'il veut imposer par la force à la population.

M. Lagrange et la presse utilisent les mêmes méthodes : amalgames dénaturant les faits en les situant hors de leur contexte, même arsenal juridique de lois jadis dénoncées (flagrant délit), même apollitisme démagogique tentant de diviser de soi-disant « mauvais » des « bons » écologistes...

Il faut savoir ce qui se cache là derrière : il n'y a pas de justice sans explication des mobiles. Juste après les événements de Malville, tous les moyens d'expression nous ont été refusés.

Nous n'avons pas les moyens d'EDF qui dépense des milliards (l'argent des contribuables dont fait état monsieur le Maire...) pour déverser sa publicité mensongère.

Nous ne pouvons avoir accès aux médias réservés à ceux qui possèdent le pouvoir et l'argent, nous sommes réduits à faire connaître nos positions par une presse que le pouvoir cherche à couler ou par des manifestations publiques durement réprimées (50000 manifestants à Malville...). Ce n'est pas là la liberté d'expression dont tout le monde se réclame.

Le véritable vandalisme, c'est pour nous la politique du tout nucléaire imposée par le pouvoir, autrement plus dangereuse pour l'environnement et la démocratie que la peinture soluble sur les murs !

Il faut une sacrée dose d'hypocrisie et de calcul politicien pour oser comparer ce que coûte le nucléaire et ce que coûte le nettoyage des murs; pour oser comparer la vie perdue de Vital Michalon ou la jambe amputée de Michel Grandjean, les estropiés et les blessés à la soi-disant atteinte à l'environnement que seraient ces inscriptions ! Pendant ce temps-là, les véritables pollutions restent impunies parce que l'on craint de s'attaquer ou que l'on collabore aux groupes industriels responsables ! La coordination anti-nucléaire du Val-de-Saône, les groupes anti-nucléaires locaux ont soutenus le militant inculpé et réclament la levée de la plainte du Maire. La presse locale s'est bien gardée d'en parler.

Le procès aura lieu le vendredi 20 janvier, à 9 heures, au tribunal correctionnel de Chalon.

Nous appelons la population à soutenir Thierry Grosjean lors de ce procès. Rejoignez la lutte anti-nucléaire, pas de centrales, ni ici, ni ailleurs ! Solidarité internationale contre la répression.

Mouvement régional anti-nucléaire

## FÊTE ANTIROUILLE

Vendredi 3 février de 17 h 30 à minuit. Avec Ange, Higelin, Imago, Djamel Aïllam, Ripoch, Demay et Michèle Bernard... Une fête Antirouille, pour faire la fête d'abord, mais aussi pour boucler notre trou financier. 10 billets pour le prix de 9. Ceux qui veulent vendre des billets peuvent passer au journal prendre des paquets de 10 billets qu'ils ne paieront que 270 F (30 F x 9).

Il y aura de la bouffe et de la boisson. Appel aux amis d'Antirouille pour coller partout les affiches de la fête (dans les foyers, MJC et bahuts...). Passer au journal (tous les jours sauf le week-end). Entrée du concert : 35 F.

Mais jusqu'au 2 février, les billets achetés dans les points de vente ou par la poste au journal ne coûtent que 30 F. Alors précipitez-vous ! Vous faites une affaire et nous aussi !

Liste des points de vente des billets pour la fête :

- 1984 : 9 rue Pleyel 75012 Paris.
- Dave Music : 96 rue St Martin 75004
- 19 rue Faubourg du Temple 75010
- Les trois FNAC : Châtelet, Montparnasse et Wagram
- La Murisserie de bananes : 15 rue des Halles 75001
- La Puce à l'oreille : 19 rue des Rosiers 75004
- Imprimerie G. Tautin : 4 passage Dieu 75020
- Les deux mondes : 10 rue Gay-Lussac 75005
- Atmosphère : 7/9 rue Francis de Pressencé 75014
- Rouge : 10 impasse Guéméné 75004
- PSU : 9 rue Boromé 75014
- Plasma : 58 rue des Moines 75017
- Le 14 juillet : 4 Bd R. Lenoir 75011
- Ecoute s'il pleut : 49 rue Vercingétorix 75014
- La commune de la butte aux caillies : 11 rue Barrault 75013
- Musique du kiosque : 20bis av. du Mal Foch 94 Ablon (ouvert de 15 h à 19 h)

## «LE NUCLEAIRE C'EST QUOI ?»

Numéro double 271-272 décembre 77

Ce double numéro d'Ecologie Hebdo (APRE) est entièrement consacré au nucléaire. Il est constitué par le texte du montage audiovisuel réalisé par le C.A.N.E. de meulan.

En une dizaine de chapitres, tous les problèmes posés par l'utilisation de l'énergie nucléaire sont abordés : sources, fabrications, dangers, impact biologique, aspects économiques et sociopolitiques.

Un chapitre est consacré aux alternatives énergétiques. L'ouvrage se termine sur une importante bibliographie. En somme, c'est un excellent outil d'information, pouvant servir de base à toute approche sérieuse de la question nucléaire.

A.B.

les raisons qui ont fait s'arrêter un projet d'école sauvage à Noyarey, un village à 10 km de Grenoble. Certains adultes qui ont participé à l'expérience tentent d'analyser pourquoi celle-ci a dû s'interrompre.

Quelques enfants déscolarisés donnent ensuite leurs impressions sur ce qu'ils vivent.

En guise de conclusion l'auteur nous invite plutôt à poursuivre notre information, qu'à fermer le dossier.

Pour permettre cette information, figure à la fin du bouquin une liste de crèches sauvages, de collectifs d'enfants, et de publications qui traitent des problèmes de l'éducation. On y trouve également la liste des responsables départementaux de l'I.C.E.M. (Institut Coopératif de l'École Moderne. Classes Freinet).

A.B.

# SPORT ET AUTOGESTION

A l'initiative de la commission Sport du PSU se sont tenues à Nîmes, dans le Gard, les 7 et 8 janvier 1978, les Etats Généraux «Sport et Autogestion».

Pour la première fois un parti politique dialoguait avec 70 participants: pratiquants sportifs et animateurs de clubs, éducateurs, UFOLEP, Mouvement Football Progrès, FSGT, des journalistes (Quel Corps?, Ecologie hebdo, La Gueule Ouverte), des militants

syndicalistes (SGEN, CFDT, SNEP, MAS), des enseignants d'éducation physique et des élus municipaux adjoints au sport dans leur commune.

Cette confrontation a permis un examen sans complaisance de la place des activités corporelles dans la société actuelle et tracé les perspectives d'un autre sport dans une société différente. Ces propositions seront versées au programme du Front Autogestionnaire.



-Le développement des équipements sportifs géants conçus pour canaliser les masses populaires.

-Le sport affaire d'hommes: -phalocratie exprimée à travers le spectacle de la compétition et de l'affrontement viril.

-La compétition entraîne l'idée de rendement et provoque l'angoisse du résultat d'où le dopage.

-Problème posé par le déroulement de la prochaine coupe du monde de football en Argentine (voir encadré)

Le dimanche matin les commissions rendaient compte de leurs travaux.

## sport, communes et clubs

Cette session spécialisée des Etats Généraux pour un socialisme autogestionnaire a débuté par un débat général qui a permis à chacun de se situer par rapport aux problèmes posés à l'heure actuelle par le sport.

Après cette première approche, des commissions se sont mises en place. Partant de cette idée: le sport est politique comment concevoir le sport au niveau du quotidien?

Les commissions ont siégé durant l'après-midi et on pourra lire par ailleurs les résultats de leurs travaux

En soirée un débat public était organisé après la projection du film «Aux stades citoyens» (1)

A partir des images tournées au cours du match de football Leeds-Bayern et des violences des supporters, une discussion très ouverte s'est engagée dont nous retiendrons les interventions suivantes:

- La violence dans les tribunes renforce l'appareil policier (intervention des CRS en survêtements au cours des bagarres sur la pelouse).

-Récupération du sport et fonction politique: polarisation de l'attention et relachement de la conscience politique (Extradition de Klaus Croissant lors du match France-Bulgarie; exécution de Ranucci le soir où Drut gagnait le 110m haies à Montréal).

En ce qui concerne les rapports de la commune avec le sport, les idées suivantes se sont dégagées:

**Préalable:** La commission s'est bornée d'une part à émettre quelques jugements sur ce qu'est actuellement la pratique du sport dans les pays capitalistes (laquelle est d'ailleurs bien peu différente des pays dits socialistes), d'autre part, à proposer des lignes d'actions concrètes pour les élus socialistes autogestionnaires.

**Le sport pour qui?:** Trois problèmes généraux sont posés en ce qui concerne la pratique, ou la non-pratique du sport.

1/ La barrière de l'argent qui éloigne les gens de la pratique sportive.

2/ La barrière ou le non-intérêt «culturel».

3/ Faut-il faire une politique de sport de masse, c'est-à-dire pousser les gens à faire du sport?

A court terme l'action des municipalités consistera surtout à:

a/ éliminer la barrière de l'argent b/ faire un choix dans les investissements sportifs.

c/ lutter contre les perversions du sport (mercantilisme, chauvinisme, compétition à outrance, élitisme).

d/ éliminer la barrière du travail (réduction des horaires).

e / supprimer la monopolisation des installations par les clubs.

**La finalité du sport:** Le sport est une activité d'abord ludique. C'est aussi un plaisir physique, celui de sentir son propre corps fournir des efforts.

Au contraire nous sommes opposés au chauvinisme, qu'il soit local national ou idéologique.

Pour les enfants, la pratique du sport doit être un moyen de développer leur autonomie et non de les embrigader dans un club ou une organisation d'encadrement politique ou para-militaire.

**Quel sport?** La façon de pratiquer le sport est une affaire politique mais le choix que fait une commune en matière d'équipements sportifs, ou de non-équipe-

question de les supprimer purement et simplement, mais plutôt de les faire régresser au moyen d'une contre-propagande, et surtout en leur proposant d'autres types de loisirs; d'autre part, il faut distinguer le loisir mécanique de «luxe», celui que s'offre le bourgeois, du bricolage mécanique cher aux jeunes des quartiers populaires: le premier est une «consommation» alors que le second est souvent une «création».

Parmi les sports mécaniques que nous refusons, citons:

L'aviation de tourisme, de même que l'utilisation d'avions ou d'hélicoptères comme moyens d'accès touristiques ou sportifs.

Le bateau à moteur (vedette, hors-bord) et son associé le ski nautique.

Le sport automobile.



ment, en est une autre.

Ainsi, les terrains de foot, basket, rugby, rectangulaires, limités, aplatis et parfaitement codifiés, impliquent une certaine idée du sport: C'est déjà l'apprentissage de la discipline, mais il est regrettable que certaines communes, de droite, mais aussi de gauche, privilégient cette forme de sport au point de faire disparaître les terrains sauvages, lieux de rencontre et de liberté.

D'une manière générale, nous nous opposons aux sports mécaniques, essentiellement à cause du bruit et de leur coût en énergie. Dans ce domaine, il faut tenir compte du fait que, grâce à une propagande orchestrée par des constructeurs d'engins, beaucoup de jeunes des milieux populaires sont «fanatisés» par certains loisirs mécaniques. Il n'est donc pas

Les sports mécaniques de neige.

D'une manière générale, nous favorisons les sports naturels, utilisant un matériel peu sophistiqué (donc peu onéreux pour le pratiquant), à moins que celui-ci, (la voile par exemple), puisse être collectivisé. Le sport doit rester un jeu dont les résultats ne dépendent pas de la puissance ou de la complexité du matériel.

**Gratuité:** On part du principe que, lorsque le contribuable a déjà payé un équipement par les impôts locaux, il ne doit pas payer une deuxième fois pour y accéder.

On peut cependant objecter que la gratuité de certains équipements, très onéreux, risquerait d'augmenter encore des impôts très lourds et répartis de façon injuste. Dans ce cas, les tarifs dégressifs, en fonction des revenus, peuvent constituer un pis-aller.

## Les clubs

**Fonctionnement:** Le club actuel fonctionne sur le modèle d'une entreprise ou une oligarchie de dirigeants souvent non-pratiquants fait office de patrons et l'entraîneur remplace le contre-maître dans sa fonction répressive. Cette organisation doit permettre d'obtenir de bons résultats afin d'avoir des subventions. L'entraîneur est chargé de veiller au rendement en distribuant du matériel aux meilleurs qui pour cela sont prêts à tout (dopage, qui touche les jeunes débutants).

Le club est dans ce système le relais de la fédération qui fixe les normes.

**Les formes de lutte:** La première consiste à construire de nouvelles associations autour d'une pratique différente. Les partisans de cette voie pensent qu'une pratique égalitaire, déspecialisée, amène à terme une transformation des structures vers une prise en charge commune de l'association. La deuxième voie consiste à lutter au sein des clubs existants. Dans cette lutte, l'information prévue par la loi sur les associations, mais souvent peu appliquée, doit être un des premiers objectifs.

Il semble que toutes tentatives d'autogestion, de nouvelles pratiques, ne puissent se faire dans le cadre de grandes unités. La déconcentration paraît être une condition nécessaire du succès.

## sport et entreprise.

**qu'est-ce le sport dans l'entreprise?**

C'est un outil économique, sociologique, idéologique pour le patronat:

-gymnastique de pause (ou sport de relaxation) permettant d'accroître la production.

-reconstitution de la force de travail

-permet de limiter les tensions: «on est copain avec les chefs avec qui on joue au foot...»

-le sport est un moyen de sortir de l'environnement habituel (quartier, famille).

-il est généralement admis que les travailleurs sont responsables de la gestion des clubs. Dans la pratique c'est souvent le patron aidé par les syndicats jaunes.

-c'est un moyen de division des travailleurs. Il y a les CE riches (grosses boîtes) alors que les sous-traitants n'ont rien.  
-les cadres font du tennis, les prolétaires jouent au foot.  
-développement du sport d'élite... les équipes fanions.  
-valorisation de l'individualisme et de la réussite, selon le modèle de la hiérarchie dans l'entreprise.  
-certains patrons financent leurs clubs, mais refusent de subventionner les clubs extérieurs. Ce n'est donc pas le sport pour le sport qui est financé.  
-Le sport d'entreprise retrace le schéma phalocratique de la société, les femmes le pratiquant peu dans l'entreprise.



### Quelle politique sportive voulons-nous?

Le sport doit sortir de l'entreprise et être organisé et géré par des comités composés de représentants des syndicats, des municipalités, des comités de quartiers, des associations de pratiquants dont les handicapés, les immigrés, etc. Comment y parvenir? Privilégier les activités physiques de découverte (voile, marche, ski de fond...)  
Les subventions aux clubs d'entreprises doivent être gérés par les associations locales ne dépendant pas de l'entreprise (club de quartier...)  
Lutter contre les aspects négatifs du sport: compétition, technicité, leader, équipes fanions.  
Réappropriation du corps: la pratique du sport n'est pas un but en soi, mais un moyen de découvrir son corps.  
Ne pas se limiter aux sports existants, laisser s'exprimer la créativité, redécouvrir les sports régionaux.

Pas de nouveaux investissements lourds dans l'entreprise.  
Limiter la surconsommation de biens sportifs.  
Privilégier les associations de loisirs sportifs à buts non lucratif.  
Décentraliser les comités d'entreprises vers les établissements.

## sport et école

### Rôle du sport à l'école.

-Volonté politique avouée du pouvoir.  
«Gagner la bataille des J.O de 1980.  
Si l'on veut donner un nouvel élan à la pratique sportive en France, c'est dès l'école primaire qu'il faut agir.  
Les enseignants d'éducation physique et sportive ont pour mission de mettre en place sur le terrain la politique du secrétaire d'Etat.» P.Dijoud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.  
-Mise en place de cette politique: Formation des éducateurs physiques qui tend à être contrôlée par les fédérations sportives.  
Instructions officielles de 1967 qui de droit ont institué le sport à l'école.  
Apprentissage des gestes sportifs dès la maternelle.  
Compétitions inter-écoles primaires organisées par l'USEP.  
-Volonté politique inavouée de l'Etat.  
Le sport est destiné à former des êtres conformistes.  
Les cours d'éducation physique servent de lieux de dévouement canalisé après les heures de cours où le corps est réprimé, nié.

### Essai de définition du sport.

Le sport est une activité physique caractérisée par:  
-une codification imposée au pratiquant.  
-l'idée de compétition, qui est un affrontement codifié organisé pour dégager le meilleur.  
-l'idée d'efficacité, en contradiction avec la notion de plaisir.  
-le développement de la ségrégation, de la culture du mâle.  
Le sport, comme la société, comme toute structure sociale, porte-t-elle lui-même ses propres contradictions, ou n'est-il que le reflet de l'infrastructure dominante (capitaliste)?  
Fonctionne-t-il comme un appareil idéologique d'Etat (compétition, rendement, mesure, record) sans aucune possibilité de rupture

Il apparaît donc que l'activité sportive est le reflet des valeurs dominantes de la société capitaliste. Le conditionnement corporel de cette activité nous fait penser que le sport doit être rejeté de l'école.

### Quelles peuvent être les activités de rupture dès aujourd'hui?

Avant tout l'idée de rupture est sous tendue par la volonté de respecter les corps et ne plus les réprimer. Ceci implique une transformation du comportement de tous les enseignants:

- Accepter une autre organisation de la classe en fonction des besoins du moment.
- Accepter la spontanéité qui bouleverse l'ordre, les normes établies. A cet effet on peut citer le travail de recherche de l'ICEM (pédagogie Freinet) tendant à montrer que l'espace est un facteur social de répression.
- D'autres actions peuvent être envisagées, par exemple la revendication d'une école ouverte aux travailleurs.
- Démistification des préjugés du sport par une contre information sous forme de panneaux d'affichages publics.
- Briser le rendement sportif par une dénonciation des épreuves sportives lors des examens.

Partant de ces activités de rupture, on perçoit déjà la nouvelle place du sport pendant la période de formation des individus (école). On pose les jalons d'une éducation du sport qui ne soit plus une éducation sportive, mais une éducation physique prenant en compte la personnalité des individus dans leur totalité. On envisage cette éducation comme une responsabilité collective et non l'affaire de spécialistes que sont les «profs de gym».

Comme on peut s'en rendre compte les débats de ces deux journées ont été fort riches. Les premières conclusions seront un outil de réflexion et d'action pour tous ceux qui se réclament du mouvement autogestionnaire.

A. BERNARD

(1) Ce film super 8 couleur-durée 25 minutes - a été produit par l'UEREPS de Rennes où on peut se le procurer. On peut également s'adresser au SGEN Paris pour la location (100 F pour une semaine)

## une visite d'EDF à Nogent

Lundi matin, des ouvriers envoyés par EDF se présentaient sur le site de la centrale nucléaire de Nogent, pour commencer les travaux de sondage.  
Ils ont été accueillis par des cultivateurs et des écolos du coin. Une occupation est organisée en permanence. Les travaux n'ont pu commencer.

## les patrons et l'autoréduction

AST Etienne, le groupement inter patronal des chefs d'entreprise de la ville déduira des prochaines factures les pertes occasionnées par les coupures de courant de décembre, dues aux grèves. Pour le GICE, ces grèves sont un «sabotage économique» beaucoup plus grave qu'un simple «arrêt de travail».

## au chevet de la Méditerranée

Lundi sous l'auspice de l'ONU une réunion a commencé à Monaco. Une fois de plus le problème de la Méditerranée est soulevé. Plusieurs objectifs: faire l'inventaire de ce qui est définitivement perdu, voir ce qui pourrait être fait, ce qui pourrait être sauvé.  
Cousteau doit présenter lors de cette conférence les premiers résultats de son expédition de la Calypso qui a sillonné les dix zones chaudes de la Méditerranée. Il a déjà donné quelques indications: la taille des poissons qui diminue, la raréfaction des prédateurs qui expliquerait la prolifération des sardines et surtout des anchois, le taux de pollution chimique particulièrement important à Fos, à Toulon et dans le Golfe de Gênes et les 450000 tonnes d'hydrocarbure charriées chaque année par la Méditerranée.

## la France, l'Irak et le nucléaire

Au sujet de la vente par la France d'un réacteur nucléaire à l'Irak, un porte parole du département d'Etat a souligné que la France «n'a nulle intention de consulter qui que ce soit» (surtout pas les américains).

## la France, le Pakistan

Le Pakistan refuse toute modification du contrat nucléaire avec la France. Le gouvernement français aurait tenté de faire accepter une technique de retraitement qui n'isolait pas le plutonium utilisable à des fins militaires.  
Mais d'autre part, le communiqué français dit que «la France honore toujours les contrats qu'elle a signés».

## Giscard, Carter et l'atome pacifique

Un accord entre 15 pays exportateurs de technologie nucléaire pour empêcher la dissémination des armes nucléaires a été rendu public le 12 1 78. Le texte a été adressé à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique.  
Il spécifie que les signataires appliqueront une série de clauses de sauvegardes dans toutes ventes de technologie nucléaire en particulier celles de réacteurs, d'usines d'enrichissement et de toute matière comme l'uranium enrichi pouvant être utilisée dans la fabrication d'armes nucléaires.  
Les 15 pays sont les USA, l'URSS

la France, la Grande Bretagne, la RFA, la RDA, le Canada, la Belgique, les Pays Bas, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Suède, la Suisse.  
Ce code n'est pas rétroactif. Il ne s'applique donc pas aux contrats entre la France et le Pakistan et la RFA et le Brésil.

Les clauses de sauvegarde prévoient notamment:  
-que les gouvernements des pays vendeurs devront fournir des assurances aux termes desquelles l'exportation ne contribuera pas à la production d'armement;  
-qu'acheteurs et vendeurs mettront au point toutes les modalités nécessaires en vue d'empêcher le vol de combustible ou de matériel nucléaire;  
-que les pays fournisseurs tiers n'interviendront pas en cas de désaccord dans la négociation d'un contrat pour faire leur propre offre de vente;  
-que les fournisseurs ne vendront du matériel nucléaire qu'aux pays s'engageant à accepter les sauvegardes internationales telles que les inspections périodiques des sites de production de combustible nucléaire;  
-que les acheteurs devront s'engager à respecter toutes les sauvegardes internationales en cas de réexportation des installations ou de vente à des pays tiers.

## 1977: record mondial pour les ventes d'armes



En France: 275000 personnes travaillent dans l'industrie d'armement dont 70000 pour l'exportation.

1977: les USA ont vendu pour 11 milliards de dollars, ce qui leur a permis de crever le plafond de l'année: en 1974 10,642 milliards, en 1975, 10,123 milliards.  
La France quant à elle a vendu en 1976 pour 18 milliards de francs. L'année 1977 aura permis de placer 124 mirages III ET F1, de vendre des hélicoptères Puma et la licence à l'Indonésie, de céder au Brésil une usine d'hélicoptères, clefs en main et des patrouilleurs au Nigeria et au Pérou. Si l'on ajoute à ce bilan militaire les ventes d'avion civils (130 biréacteurs Mystère-Falcon et 46 Airbus, avion qui a connu une remontée spectaculaire), on conçoit que l'année aura été particulièrement faste pour l'industrie aéronautique qui a placé l'an dernier pour 20 milliards de commandes. Les matériels militaires terrestres et aériens dépasseront le chiffre des 18 milliards de l'an dernier.

Le 12 1 78 dans une conférence de presse Carter a vivement critiqué «l'engagement injustifié» de l'URSS en Afrique et ces «livraisons excessives» à l'Ethiopie. Carter affirme que l'URSS a même envoyé des hommes en Afrique.  
Selon d'autres sources il y aurait eu récemment d'importantes livraisons d'armes de l'URSS à la Syrie, l'Irak, la Libye et l'OLP.

## Appel pour le boycott de l'organisation de la coupe du monde de football en Argentine.

Le Comité pour le Boycott par l'Argentine de la coupe du monde de football C.O.B.A -14, rue de Nanteuil 75015 Paris, a entrepris la diffusion d'une pétition d'où sont extraits les lignes suivantes:

«dans les conditions actuelles de répression en Argentine, le boycott de ce pays comme organisateur de la coupe du monde de football nous paraît la seule réponse conséquente et responsable. On ne jouera pas au football entre les camps de concentrations et les chambres de tortures!  
La coupe du monde ne doit donc avoir lieu ni en Argentine, ni dans un autre pays où les Droits de l'Homme sont bafoués.  
Le Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football multipliera les démarches et les initiatives pour que l'équipe de France ne se rende pas en Argentine, ni dans les pays où les libertés démocratiques ne sont pas respectées, à moins que d'ici là, la



**Junte militaire argentine:**  
-ne libère tous les prisonniers politiques, y compris les «disparus».  
-ne rétablit de manière intégrale et définitive les libertés politiques, syndicales et démocratiques.  
Nous appelons tous les sportifs, les amateurs de football, les journalistes, les mouvements de jeunesse, les militants syndicaux et leurs organisations, les associations de défense des Droits de l'Homme, tous les démocrates et progressistes, à rejoindre ou à soutenir l'action du Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football.  
Nous souhaitons et favoriserons une large coordination internationale des initiatives de boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football (Suède, Espagne, Italie, Pays-Bas, Ecosse, etc...)  
Pour populariser cette action et diffuser la pétition adressez vous au C.O.B.A.

# Nous sommes tous des enragés

Taleb Hadjadj, Robert Knobelspiess, François Besse, Jean-Marie Boudin, Michel Desposito, Daniel Debruelle, Philippe Shenawi, etc., tous détenus en Quartiers Haute Sécurité de Fresnes, Evreux, Château-Thierry et Fleury-Mérogis sont en grève de la faim depuis le 9 janvier. Parce qu'ils refusent l'usine à fabriquer les fauves de demain, qu'ils exigent l'intervention de la commission internationale des droits de l'homme et le soutien de diverses autres organisations. Ils lancent un appel pacifique à toute la population pénale de France. Le mouvement s'élargit considérablement et la hiérarchie pénitentiaire redoute les risques d'une révolte non-violente. Ces hommes sont en danger de mort et à travers eux, c'est toute la répression abusive du système et les Quartiers Haute Sécurité qui sont remis en cause.

**P**our la grande majorité d'entre nous, les Quartiers Haute Sécurité (QHS) n'évoquent pratiquement rien. D'où viennent-ils ? Que sont-ils ? Que cachent-ils ?

Tout commence par les grandes révoltes de l'été 1974 qui obligent le ministère de la justice à «libéraliser» certaines formes de détention, mais le budget accordé aux réformes se voit bientôt détourné sur de nouvelles méthodes d'incarcération. Apparaissent alors les QHS, prisons dans la prison, qu'on légalise plus ou moins bien à toutes pompes. Théoriquement réservés aux «criminels dangereux» (expression qui recouvre principalement tous les détenus susceptibles de remettre en cause le bon fonctionnement de la machine répressive), ils trouvent leur avantage dans l'isolation systématique des détenus insatisfaits de leurs conditions de détention. C'est aussi une surcondamnation illégale puisque les prisonniers ne dépendent alors d'aucun juge d'instruction mais simplement d'une autorité interne à la prison, donc parallèle. Quant à l'efficacité du procédé, c'est un fiasco total, les détenus en sortent beaucoup plus enragés qu'au départ, bon nombre de magistrats le reconnaissent.

Pour avoir une idée du palace en question, il suffit de se reporter au CAP (Comité Action des Prisonniers, diffuse un journal censuré dans toutes les prisons) dans lequel des détenus décrivaient leurs conditions de vie en ces termes : «La cellule est de 3,50 m sur 2,50 m. Tout est bétonné, scellé. Rien n'est laissé au hasard. Double rangée de barreaux à la fenêtre et un épais grillage la renforce encore. La porte est double aussi : l'une est faite d'épais barreaux, l'autre normale. Comme une porte de prison. Dans la détention : des grillages, des grilles, encore des grilles... Les cours de promenades (très petites) sont elles-mêmes grillagées sur le dessus.

Aucune alternative n'est laissée pour contempler le ciel autrement qu'hachuré par des grilles... Le soir, à 18 h 30, tous les vêtements sont retirés. Ils sont placés devant la porte jusqu'au lendemain 7 heures au réveil. Après chaque repas, c'est le couvert qui est retiré. Malheur à celui qui n'aime pas les fruits avec la peau ! Pour ce qui est de touiller la Ricorée, ça relève de la pure fantaisie : la brosse à dents ou un stylo tiennent lieu de cuillère... Les repas sont tout naturellement dégueulasses... Les visites ont lieu dans une cabine où nous sommes séparés du visiteur par un écran de plexiglas renforcé. La durée de la visite s'établit sur la base d'une demi-heure. Des prolongations peuvent être accordées à la discrétion du chef d'établissement. Des familles se déplacent du sud de la France pour voir leur parent une heure. La distance, les frais, la fatigue, la brièveté de la visite et les conditions dans lesquelles elle se déroule sont autant d'éléments qui obligent la réduction des visites à quelques-unes dans l'année quand ce n'est pas une seule. Le plus souvent, c'est l'oubli...»

Répression, racisme, humiliation, violation des droits de défense, provocation, violences physiques et mentales sont les méthodes totalitaires employées par Bonaldi, directeur de la Santé, Beaune, directeur de Fresnes et Bancé, directeur de Fleury-Mérogis à l'encontre des détenus de leur «Quartier Haute Sécurité» respectif. Refus total d'humanisation, de dialogue, du respect des droits de l'homme les plus élémentaires. Recherche de la destruction mentale et physique du détenu cautionné par le pouvoir en place et l'indifférence de Eymard, directeur Général des prisons qui refuse au détenu le droit d'être, le droit de penser, le droit de s'exprimer, le droit à un programme constructif pour appliquer au nom de sa toute puissance : le négativisme d'un programme destructeur et répressif indigne d'une

démocratie. Les grévistes de la faim ne s'y trompent pas. Dans leur préavis de grève remis courageusement à la presse, ils s'insurgent contre «les QHS qui sont la forme futuriste de la peine capitale. On y assassine le mental en mettant en place le système de l'oppression carcérale à outrance, conduisant à la mort par misère psychologique. Loin de protéger la société, c'est l'usine à fabriquer les fauves et assassins de demain. Depuis toujours, nous, détenus des QHS nous demandons «le dialogue» pour l'établissement d'un programme de détention conforme aux promesses et engagements faits et «non tenus» par le chef de l'état en 1974. Nous réclamons des réunions de groupe, de travail, la possibilité d'étudier avec le concours de professeurs, le respect de notre religion dont la pratique nous est interdite, des activités sportives et intellectuelles pour être autre chose que les objets pénitentiaires du totalitarisme de la politique carcérale actuelle. Nous réclamons une prise de position des mouvements et partis de l'opposition face à ces Goulag Français. Nous demandons l'intervention de la commission internationale des droits de l'homme, des avocats et le soutien du Comité d'Action des Prisonniers. Nous ne réclamons rien d'autre que le droit d'être autre chose que du bétail carcéral voué à l'assassinat mental orchestré par le pouvoir dictatorial des Bonaldi, des Beaune, des Bancé et de leurs semblables. Par la non-violence, nous avons dans la grève de la faim cherché à sensibiliser l'opinion publique à plusieurs reprises au cours de l'année 1977. L'administration pénitentiaire a répondu par la répression sournoise, la violence, le racisme et le mitard. Nous nous refusons à nous taire et continuerons à dénoncer : l'abus de pouvoir, l'injustice, le sadisme, l'arbitraire, le non-respect de nos droits, armes employées pour nous détruire...»

Il n'est plus question aujourd'hui d'ignorer la flamme contestataire qui embrase les prisons françaises. Un type qui se prétend ministre de la justice a le pouvoir d'appliquer de véritables réformes pénitentiaires, d'abolir les QHS et par-là même d'éviter des révoltes analogues à celles de 1974... Monsieur Peyrefitte, faites votre boulot et avec vos amis lâchez-nous cinq minutes avec vos complots internationaux, vos gauchistes et tous ces amuse-gueule du même gabarit dont vous usez trop fréquemment depuis plus de vingt ans afin d'éveiller les ovaires frippés d'une population neurasténique !

Mandrin

CAP, 15 rue des trois-Frères 75018 Paris

## LES NOUVEAUX BAGNES

Le principe de bague était d'éloigner les bannis loin des frontières. Le bague n'existe plus, mais les principes demeurent. Ils sont remplacés par le cloisonnement et l'isolement. Particulièrement en Haute Sécurité où quelques grilles à franchir et le prisonnier se retrouve à l'autre bout du monde, comme au temps du bague, mais cette fois en plein cœur du pays et c'est terrible encore. L'isolement le coupe totalement et le brise plus rapidement qu'un éloignement réel à l'autre bout du monde. Bien sûr, ne parlons pas pour les détenus des quartiers haute sécurité, de torture sophistiquée, de torture immaculée, pensez donc ! Ils ont la radio... Qui peut se plaindre à bon escient de se voir amputé par l'isolement du toucher, de la parole, toutes ces petites choses qui nous laissent l'illusion d'exister ! Là, totalement rabougri dans cette cellule de force qui vous indique de mille manières à chaque seconde, chaque minute que vous n'appartenez plus au monde des vivants, on attend sa mort, tranquillement, normalement. La sensorialité personne ne sait ce que c'est et c'est bien pour cela qu'on entend très peu parler des déte-

nus en QHS. Ces derniers, sur-violés de surveillance, complètement expropriés du corps, ne subsistent que par le vide et leurs cris, leur souffrance ne passent pas les murs. La complicité des avocats qui, une fois le jugement terminé, abandonnent leur «clients» joue à fond pour qu'en France, dans les prisons, la torture puisse continuer de bien se porter.

De ma cellule, une fois de plus seul avec ce qui reste de moi après un stage en haute sécurité, j'établissais des comparaisons entre les détenus du monde entier, les taules américaines bourrées de nègres, Georges Jackson toujours incarcéré et seul lui aussi avec sa lucidité, les goulags d'Amérique du sud, de l'est, les prisons allemandes, italiennes, celles du Maroc et sans oublier les droits communs d'Espagne qu'on sacrifie car on ne fait pas la paix avec les déshérités, la misère, la pauvreté, s'inscrit logiquement pour les gueux qui un jour se révoltent contre leurs lambeaux. Oui, je ne faisais pas le tour complet mais je limitais mes pensées aux gosses de sept ans qu'on fait bosser en Italie et ces dix millions d'individus qui crient de faim pour le profit des grandes nations.

Pour ma part, je ne connais pas grand chose de la torture, celle qui soulève l'indignation. Je me souviens des méthodes policières pratiquées contre moi voici une douzaine d'années pour me faire avouer. Après les passages à tabac restés sans effet, j'ai eu droit à la magnéto sur les testicules, attaché nu sur une table des pieds au mains, afin de me faire respirer de l'acide, de me gaver d'eau à m'en faire péter l'estomac. C'était pas drôle, terrible, mais ces tortures-là se cicatrisent et ne sont rien à côté de la torture morale.

Cette torture indolore est présente dans la vie quotidienne des braves gens, elle est seulement cachée par les murs. La censure du courrier et la surveillance des parloirs contrôlent et étouffent les cris des détenus, leur souffrance. La prison est nécessaire pour protéger les privilèges et perpétuer la soumission du peuple. A charge pour l'administration de teindre en bleu ce qui est noir de misère, en rose le sang des suicidés et les meurtres médicalisés.

Roger Knobelspiess  
Matricule : 768  
Maison d'arrêt  
02400 Château-Thierry

## Mériter sa liberté

**S**uite à mon annonce du 09-06-77, beaucoup d'amis (es) ont répondu à mon appel et m'ont permis ainsi de me reprendre et de lutter. Il n'est pas utile d'épiloguer sur les bienfaits qu'apportent une correspondance pour un détenu, mais j'aimerais que ceux, celles qui m'ont aidé comprennent qu'un détenu attend plus de l'extérieur par le lien qu'apporte une correspondance franche et amicale.

Je ne sais quoi dire pour remercier ceux, celles qui m'ont apporté aide morale et... «pécuniaire». Je trouve que dire «MERCI» est le plus beau des mots quand c'est le cœur qui parle...

Aujourd'hui, j'ai retrouvé cette liberté tant désirée, mais il m'appartient désormais de... la «mériter». Mon combat contre l'arbitraire ne s'arrête pas aux grilles d'une prison ; il doit aller au delà, pour servir une cause : celle de la liberté de l'individu et de son respect.

Aider un taulard n'est pas synonyme de pitié mais d'amour du prochain. Encore faut-il que le mot «Amour» trouve une juste valeur dans une société dite de «progrès» et de «consommation». J'ai trouvé une famille qui m'a accepté tel que je suis, sans «RIEN» me demander. Aujourd'hui dans toute leur splendeur. Pourtant, au travers de cette joie, je pense à ceux, celles qui ne connaîtront jamais ce bonheur et... mon cœur saigne ! A eux, elles, j'aimerais dire ceci : ayez le courage dans la «FORCE». Bien sûr je suis idiot de dire de telles choses, mais le plus dur n'est pas de les dire, c'est de les exprimer sur une feuille de papier... Courage, force, optimisme... ce sont de beaux mots, mais pour un détenu qui passe sa jeunesse, sa vie entre quatre murs, dans un espace de 2 m X 3 m, seul et isolé du monde... c'est absurde de croire qu'il existe autre chose que le présent... Pourtant, j'ai vécu cette vie, j'ai souffert, j'ai partagé la vie carcérale au-delà de mes forces et... j'ai «vaincu» ! Certes, pas seul, car des amis (es) m'ont aidé, mais le plus dur, c'est de mon ventre, de mes «tripes» que c'est sorti. Je peux dire, hurler, crier, gueuler aujourd'hui ma joie, ma liberté retrouvée !

A vous tous mes amis (es) connus (es) et inconnus (es), je ne vous dis qu'une seule chose, encore une de mes idioties... MERCI... MERCI... Si j'ai un vœu à formuler, ce sera celui-ci : ce que vous avez fait pour moi, redonnez-le à d'autres qui vous attendent au fond de l'abîme. Tendez-leur cette main amie... celle de la liberté dans l'amitié.

Meilleurs vœux à tous mes Amis (es) de la G.O.-C.N.V.

AUTRET Raymond  
«Les Nauves»  
33240 SALIGNAC

Vendredi 13 janvier, à l'appel du CAP et du C/T (collectif travailleurs Justice), environ 300 personnes se sont rassemblées devant le ministère de la Justice, Place Vendôme à 16 heures, pour protester contre les QHS. Une délégation comprenant entre autre Roland Agrat, Taleb Hadjadj l'un des grévistes de la faim et des avocats du SAF était reçue par deux sous-fifres de la maison Peyrefitte, mais cela ne donnait rien de positif. Pendant ce temps, les CRS de la Place Vendôme s'entraînaient joyeusement sur les manifestants. La violence du pouvoir opposée à la contestation croissante des conditions carcérales démontre bien que nous touchons là un point sensible. Quant aux grévistes des QHS, ils poursuivent leur mouvement. C'est ainsi 1 000 détenus qui sont concernés.



# Les confessions d'un maniaque

Quand je confesse devoir les idées auxquelles je tiens le plus à des débiles mentaux issus du sous-prolétariat, c'est par simple souci de vérité. Mais cela sonne comme une provocation. Je sens aussitôt comme un léger flottement dans l'auditoire, et la mise en accusation commence. D'abord, les débiles mentaux, ça n'existe pas. Je suis donc un sale raciste, qui chevauche les critères de l'ordre établi. Ensuite on n'a pas le droit d'étendre aux normaux ce qu'on a trouvé ou expérimenté en milieu sous-prolétarien. Ne mélangeons pas. Enfin, me servir comme je le fais de malheureux innocents comme d'un terrain d'essai pour mes élucubrations politiques, c'est une honte... Un jour, je mentirai. J'irai disant que mes idées me sont venues comme elles auraient pu vous venir, en suçant mon stylo à tel cours de sociologie de tel grand pont, ou mieux : en découvrant une petite phrase particulièrement «frappante» dans un écrit de jeunesse de Marx. Personne n'y verra plus d'objection. J'aurai l'air concret, savant, - normal! Pourquoi donc m'obstiner ?

## LA RACAILLE EN HAILLONS

Parce que la référence au sous-prolétariat change tout. Un contestataire du siècle dernier (1), pour se moquer des philosophes, suggérait qu'on leur envoie un jeune homme leur demander conseil. La plus mauvaise farce qu'on pourrait faire à un homme-de-gauche, de même, serait de lui envoyer quelques sous-prolétaires comme j'en fréquente pour qu'il leur explique ses idées. Le philosophe pourrait toujours se défilier : en renvoyant son jeune homme à sa liberté pleine et entière, par exemple, cette liberté dont personne n'a le droit de le décharger. Mais l'homme de gauche ? Il serait pris à son propre piège. Cette espèce-là a toujours prétendu en savoir plus que le vulgaire. Elle se croit créée pour guider les «masses». Comment reculer quand elles viennent à vous ?

J'imagine assez bien la scène. Mon bonhomme commençant à débiter son bréviaire, se heurtant à un mur de silence ou à des réflexions déplacées, variant les formules avec toujours autant d'insuccès et sauvant la face, in extremis, en prononçant quelques belles phrases du genre : faites-nous confiance, nous saurons vous défendre... Là-dessus, il produit son sourire quinze bis, celui qui porte à dix-huit mètres, et les autres le trouvent sympa. Mais lui, intérieurement, s'est mis à bouillir. La révolution dont il parle avec tant de feu, qui doit sauver tous les opprimés de la planète, il a compris : elle n'a rien à attendre de ces gens-là. Elle devra même plutôt se faire contre eux qu'avec eux. Il n'y a aucune chance, vraiment aucune, pour qu'ils assimilent mieux les valeurs du prolétariat que celles de la bourgeoisie. L'effort, le mérite, le progrès social, on aura beau leur répéter que cette fois c'est pour eux, ils s'en fichent, après comme avant. Alors, pour ne pas ternir l'image de marque du nouveau contrat social, il faudra les intégrer coûte que coûte. Il faudra recourir plus fermement que jamais aux bonnes braves assistantes sociales distributives de subsides. Et si ça ne suffit pas ? Faire donner la garde : les éducateurs, tuteurs et autres flics. Et si ça ne suffit pas encore ? Les psychiatres, ça existe, non ? Et le Goulag... ? Les salauds !

Marx, déjà, donnait le ton : «La racaille en haillons, cette pourriture inerte des couches les plus basses de l'ancienne société...» (2). Les haillons ne sont plus ce qu'ils étaient et aux dernières nouvelles il semble que la pourriture en question commence à bouger, mais l'aversion n'en est que plus forte. Il faut comprendre. Tous les projets révolutionnaires qui ont été formulés, jusqu'à présent, postulent un soutien

massif, une participation active, voire joyeuse, de l'ensemble du corps social. A terme, on peut même espérer que les classes auxquelles le pouvoir aura été arraché opéreront une conversion sincère. Les sous-prolétaires n'entrent pas dans ce schéma. Par leur passivité, leur marginalité radicale, ils opposent un refus de fait contre lequel aucune stratégie connue ne peut rien. Ils vous mettent dans le mauvais rôle d'agir d'une manière autoritaire, de faire leur salut malgré eux. On deviendrait hargneux à moins !

## AU-DELA DE LA VALEUR

Apparaît ici le fondamental mensonge d'une générosité sociale incapable de traiter les plus défavorisés autrement qu'en bâtards, le formidable porte-à-faux d'une pensée qui s'arrête là où la vraie misère commence. J'admets qu'on ait des raisons de m'en vouloir. Ils ont quelque chose d'obscène, mes sous-prolétaires. La droite quant à elle s'en est toujours assez bien accommodée. Elle fait retomber sur eux le peu de profit qu'ils tirent de ses charités. Elle s'en sert comme de repoussoirs pour l'édification des bons prolétaires : ceux qu'il ne faut pas, comme eux, tenir à bout de bras. Mais pour la gauche l'impasse est totale. Voilà des gens qu'on

d'ordre, ne peut qu'engendrer de nouvelles catégories de pêcheurs. Vous et votre élitisme. Vous qui avez intégralement repris les modèles de la bourgeoisie et ne pourriez que les aggraver dans le cadre d'une société rationnelle, fonctionnelle, où l'alibi de plus de justice servira de couverture à des délires d'avoir et d'être toujours aussi mal contrôlés.

Dans une situation complètement inversée, les sous-prolétaires adressent à la gauche le même défi qu'à la droite certains fils de famille qui ont tout pour être heureux, comme on dit, et qui renoncent soudain à en profiter. Il serait trop facile pourtant d'ironiser en renvoyant la gauche et la droite à leur commune recherche du salut par les biens, avec ou sans supplément d'âme... Le défi des sous-prolétaires nous entraîne infiniment plus loin, sur une piste où la logique habituelle se trouve comme prise de court : au-delà de la valeur qu'on attribue aux hommes,

comme aux choses d'ailleurs, en fonction des services qu'ils rendent, au-delà des qualifications et gratifications qui motivent tous nos comportements. Sur la piste d'une gratuité que tous nos systèmes politiques, toutes nos considérations morales, tous nos divertissements, pour parler comme Pascal, ont précisément pour objet de refouler.



## UNE SOCIÉTÉ SANS OBLIGATIONS NI SANCTIONS

Qu'on me comprenne bien : je n'ai jamais prétendu que les sous-prolétaires avaient une claire conscience de leur défi. Si c'était le cas, justement, cela changerait tout, mais nous n'en sommes évidemment pas encore là. Dans leur conscience actuelle, dans leur pratique, on ne trouve, pour l'instant, à quelques exceptions près, qu'un grand désir de s'adapter et de sortir des cercles de l'exclusion : de participer de plein droit à l'ensemble des qualifications et gratifications qui font de cette société ce qu'elle est, avec ses hiérarchies, son économie toute morale, ses mécanismes répressifs où l'armée et la police ne font guère que couronner le conformisme des particuliers. S'il est vrai que la prolétariat n'a pas d'autre issue que de reprendre à son compte les valeurs de la bourgeoisie, ça l'est a fortiori du sous-prolétariat. Il n'a pas d'autre moyen, pour échapper à la déconsidération matérielle et morale dans laquelle il est tenu, que de prouver qu'il est capable lui aussi de participer aux différentes courses instituées par la société. C'est même sa demande en ce sens qui en fait une clientèle de prédilection pour les démagogues, aussi bien de droite que de gauche, et qui explique qu'il se laisse aussi facilement «acheter», pour reprendre l'expression de Marx, ou entraîner dans les différentes formes de délinquance qu'on lui reproche.

Tous ceux qui se sont préoccupés de près ou de loin de la condition sous-prolétarienne s'accordent en général sur l'idée qu'on ne la modifiera jamais si on ne s'attaque pas aux causes. Encore faut-il s'entendre sur ce que sont les causes. On vous répond : les logements insalubres, les ghettos, les famil-

les nombreuses, la débilité de père en fils, les sous-salaires, les sous-formations les mélanges de races allant avec la désacculturation, l'école, l'alcool, etc., toutes choses on ne peut plus réelles et navrantes. Après quoi on vous présente pour chaque cas tout un lot de solutions en principe absolument efficaces, qui ne demanderaient, selon les uns, que quelques crédits supplémentaires, et selon les autres qu'une bonne, bonne révolution... Toujours les mêmes tirades, qui permettent de traiter les exclus de dehors, sans avoir à prendre ses responsabilités dans le système qui les humilie. Toujours le même activisme, qui ne va au plus pressé que pour mieux éviter le fond du problème. J'en suis saturé.

La vraie cause de la pauvreté des pauvres, en effet, la cause dont toutes les causes qu'on désigne ne sont que la retombée, directe ou indirecte, c'est l'archaïsme d'une logique qui exige que chacun fasse ses preuves, se qualifie par ses œuvres, n'ait d'existence que par et pour la mesure, la comparaison, l'évaluation réciproque. Réfléchissez : si nous n'avions rien à prouver, rien à valoir, si toutes les sociétés, capitalistes ou pas, n'étaient pas depuis toujours bâties pour la défense de cette cause-là, si elles n'étaient pas des champs clos où chacun doit s'efforcer de faire bonne figure, et meilleure figure que les autres si possible, il n'y aurait plus ni forts ni faibles, ni oppresseurs ni opprimés, ni riches ni pauvres. Personne ne chercherait plus à s'établir juge sur son prochain et n'aurait plus à vérifier ses jugements à travers ce que vous produisez et consommez. C'est difficile à concevoir, je sais ! Comment imaginer une société sans obligation ni sanctions ? Une société gratuite : Nous avons tellement pris l'habitude de rivaliser, de besogner pour être et paraître ! Ne plus avoir à gagner l'estime des autres, et par conséquent ne plus risquer d'exclure ni d'être exclus... (4). Est-ce que la vie vaudrait encore la peine d'être vécue ?

## COMPARAISON ET OPPRESSION

Je ne plaisante pas. J'ai même tout au contraire l'impression de fouiller la plaie, tout en revenant, remarquez-le, à mon point de départ. Car le sous-prolétariat nous pose en fait la même question que la surpiqûre d'un col d'imper (5) : celle du plaisir qu'il y a à comparer, se comparer, à évaluer, s'évaluer, à chercher une gratification dans ce qui nous semble supérieur ou nous est donné - enseigné ou vendu - comme tel. Plaisir aliéné ? Bien sûr ! Toutes les sociétés, jusqu'ici, qu'elles soient fondées sur le plaisir en lui proposant toujours de nouveaux gains matériels ou moraux. A nous d'en déduire une politique nouvelle ! Comment faire pour que la simple opération mentale qui consiste à comparer n'entraîne pas aussitôt le besoin d'être du côté du terme supérieur de la comparaison, - le besoin de gagner ou d'être du côté du gagnant ? Quelles institutions mette en place pour qu'une opération essentielle à l'intelligence la plus fruste ne dégénère ni en humiliation ni en domination ? J'ai mis du temps avant de m'engager sur cette voie, et je n'en veux à personne de caler à l'entrée. Qu'on puisse aimer sans asservir, être aimé sans servir, vouloir sans devoir, ne pas vouloir sans avoir à se justifier, etc., tout ce qui tourne autour de l'idée de gratuité, ça donne le vertige. La libération de l'environnement, la libération des minorités, notre libération, pourtant, passent par là.

LAMBERT  
(à suivre)

(1) Kierkegaard, penseur danois.  
(2) et (3) dans «Le Manifeste communiste», tout simplement !  
(4) J'insiste : l'un entraîne rigoureusement l'autre.  
(5) Voir les numéros pairs de la G.O.-C.N.V. depuis novembre 77.





# 193 SOMMAIRE

Ouverture ..... p.2  
 Courrier ..... p.2  
 Ecologie vivante ..... p.3  
 Bretagne/Larzac ..... p.4  
 Ramasse miettes ..... p.5  
 Chronique des insurgés ..p.5  
 Le Dr Pradal parle de  
 l'intoxication médicale  
 ..... p.6 & 7  
 Boues rouges ..... p.7  
 Librairie ..... p.7  
 Cocotte minute ..... p.8  
**DOSSIER :**  
**LES ELECTIONS**  
**ET NOUS** ..... p.9 à 12  
 Sport  
 et autogestion ..... p.13 & 14  
 Infos ..... p.14  
 Notes de lecture ..... p.15  
 Mandrin ..... p.16  
 Lambert :  
 Débiles mentaux  
 et sous-prolétaires ..... p.17  
 Terrain  
 à défricher ..... p.18 & 19  
 L'aménagement de la Saône  
 Canal story :  
 suite et fin ..... p.20



# L'AMENAGEMENT DE LA SAONE

## ou Les méfaits du canal à grand gabarit

La semaine dernière, la GO/CNV publiait un dossier sur le projet de canal à grand gabarit Rhin-Rhône. Entre-temps, une lectrice nous faisait parvenir des informations concernant l'aménagement de la Saône dans sa partie reliant le Doubs au Rhône. Cet article est donc un complément au précédent numéro : on verra que ses conclusions vont dans le même sens que celles du Comité de Lutte Anti-Canal...

**L'**ancien paysage du Val de Saône, avec le barrage à aiguilles, l'écluse, la maison de l'éclusier et la haie de peupliers est en train de faire place à des masses de béton impressionnantes, des remblais encore plus volumineux et couverts de mauvaises herbes. Les études ont été conduites avec le bluff et la négligence habituels, les devis réduits au minimum... et la note finale n'a rien à voir avec les prévisions, même si l'on tient compte de l'inflation. Pourtant les promoteurs du projet n'ont pratiquement jamais eu de problèmes pour l'acquisition des terres :  
 \* jusqu'à l'annonce des projets nucléaires la population ne s'est pas rendu compte de l'impact réel de la mise au grand gabarit; on rénove les barrages mais la vie habituelle n'était pas menacée.  
 \* une grande partie des terres qui bordent la vallée de la Saône, inondables, sont des pâquis communaux, les municipalités n'ont fait aucune difficulté pour les céder et les quelques récalcitrants ont été expropriés après enquête publique. (Toutes attitudes qui ont bien changé depuis l'annonce des projets de centrale et d'usine d'enrichissement d'uranium)

**DEGRADATION GENERALE...**  
 La vallée de la Saône est d'une grande richesse ornithologique : c'est une voie de passage des migrateurs et de nombreuses espèces sédentaires (les 3/5 des espèces européennes) y sont visibles. La rivière n'est pas encore trop sale et elle nourrit à la fois les poissons et... des pêcheurs professionnels !  
 Mais depuis longtemps déjà, les technocrates nous ont appris que Fos était au service de la Bourgogne et que Chalon sur Saône devait devenir un « Fos bourguignon » sur la rivière... (2)  
 Les villes bordant la Saône entre Verdun sur le Doubs et Lyon évoluent toutes selon le même processus, plus ou moins marqué.

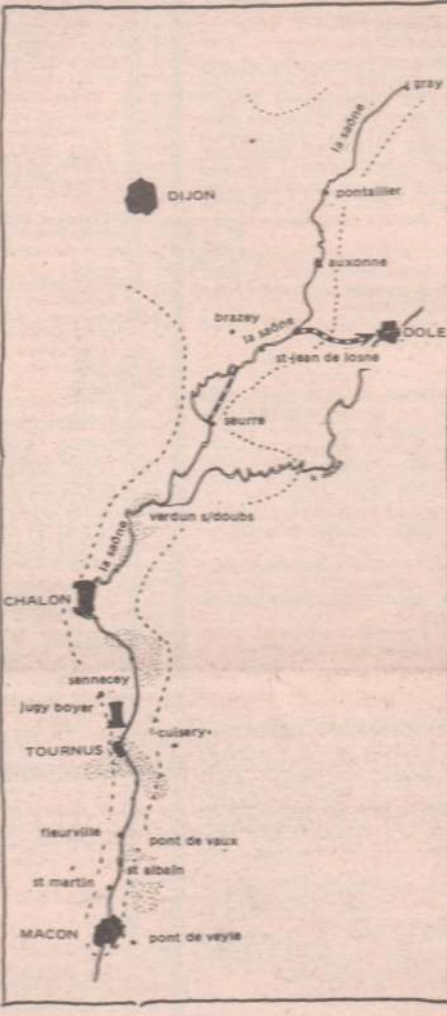
### BETISE OU MALHONNÉTÉTÉ

L'exemple des travaux d'Ormes-Gigny est significatif de la façon dont on peut cacher certaines réalités aux populations locales. Tout est maintenant presque terminé et se posent deux problèmes restés sous silence pendant le temps des enquêtes préliminaires :  
 - l'écluse a été creusée en terre ferme, les remblais seront répartis, apprend-on, en une bande longitudinale de 3 ou 4 m d'épaisseur et recouverte de terre végétale,  
 - une petite rivière, la Tenarre, se jetait en Saône, en amont du barrage (dé-nivellation de 2,90m)... On commence seulement à parler de la nécessité de la dévier : travaux de canalisation et par conséquent perte de nouvelles terres agricoles.

L'exemple de Chalon est retenu, car particulièrement significatif. Les cartes et plans complèteront l'information. Comme se plaît à nous le répéter la municipalité d'union de la gauche, la ville a toujours eu une vocation industrielle et commerçante, depuis... les romains. Maintenant elle a la Chambre de Commerce pour promouvoir les grands travaux. Non contente d'avoir installé 430 ha de zone industrielle depuis 1950, elle est à

**UN  
REGRETTABLE  
INCIDENT**  
 Il serait dommage de passer sous silence le « regrettable incident » (dit la presse locale) qui a entraîné l'inondation de 400 ha de terre en bordure du canal de Seurre-Pagny- Le Château.  
 Le 5 novembre 1977, à grand renfort de publicité, le canal a été ouvert à la navigation. On avait dû au dernier moment, et contrairement au devis initial, ajouter un mur de palplanches pour assurer l'étanchéité.  
 Le 8 décembre, un mois plus tard, le rideau de palplanches et la digue cédaient, inondant 400 ha de prairies, dans certains endroits sous 2m d'eau. Pour le moment, la Saône ayant été barrée, toute circulation est impossible entre le Nord et le Sud ... Succès de la technocratie.

l'origine du démarrage de la nouvelle zone industrielle sud de Chalon en 1975, sur la rive gauche de la Saône (3) « destinée à accueillir les industries lourdes ayant besoin de la voie d'eau Mer du Nord - Méditerranée ».  
 Ce sont 270 ha sur trois communes, en zone inondable, qui en ont fait les frais. Les



remblais atteignent 4 mètres d'épaisseur. Une énorme darse a été creusée de manière à récupérer du remblai et afin de promouvoir un nouveau port pour cette zone d'industries lourdes « plus ou moins polluantes ».  
 La Chambre de Commerce a agi comme un véritable Etat dans l'Etat, puisqu'elle a

acheté les terres à vil prix (terres sous exploitées, les propriétaires étant soit non agriculteurs, soit reconvertis au maraîchage qui demande une plus faible surface d'exploitation). Les conseils municipaux des petites communes concernées ont été laissés dans l'ignorance le plus longtemps possible. En 1975, à Chalon, on pavait, le « plus grand chantier de France », lisait-on dans la presse locale. On espérait rentabiliser tout cela très vite ( à 45 francs le mètre carré, pour une installation industrielle on allait s'arracher les dépouilles... ) (2)  
 Framatome s'est installée : des subventions supplémentaires ont été allouées par l'Etat, les travaux se sont accélérés... le reste attend toujours preneur.  
 La Chambre de Commerce ( par chance ) manque maintenant d'argent, mais on peut craindre qu'elle ne veuille rentabiliser coûte que coûte et accueille, n'importe quelle industrie. Elle ne manque en tout cas pas de prétention puisqu'après ce fiasco elle prévoit d'agrandir encore la zone et de créer de nouvelles voies de communication.

**EDGAR FAURE 10 JUILLET 1975  
A BESANCON**  
 « C'est une date dans l'évolution du fait régional, et c'est la preuve que le rôle civilisateur de certains grands travaux pénètre dans la conscience publique. Dans une certaine mesure, par le fait même de notre réunion, autour d'un sujet unique, concret et grandiose, nous lançons un défi à l'opinion, au pays, et, j'allais dire, nous nous lançons un défi à nous-mêmes. »

### OÙ LE NUCLEAIRE MONTRE LE BOUT DE SON NEZ

Tout cela n'est d'ailleurs pas suffisant puisque le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain (SDAU) prévoyait, il y a deux ans, une zone industrielle « polluante » à Marnay (rive droite, 15 km en aval de Chalon).  
 Or, par la suite, le dossier « Saône 10000 » nous a révélé les projets d'installation de Coredif pour l'enrichissement de l'uranium sur cette commune et sa voisine Gigny... (4) 1200 ha de terre environ, une industrie hautement polluante, des transports continus de produits radioactifs entre Eurodif et Coredif... et pour alimenter tout cela une centrale nucléaire quelques km au sud entre Chalon et Tournus : deux surgénérateurs de 1800 MW chacun, encore 200 à 250 ha de terre.  
 Avec la construction du matériel nucléaire chez Framatome l'enrichissement du minerai et la production d'électricité, nous aurions ici la plus grande partie des éléments du cycle du combustible nucléaire. Officiellement pourtant, au niveau de la Préfecture, rien n'existe. Il est arrivé qu'on se procure des plans, jamais démentis, mais tout cela n'est « qu'études préliminaires ». Ce qui permet d'aller plus loin, sans deshonneur, si la population se montre par trop récalcitrante.  
 Le Beaujolais a connu, il y a quelques années, une « raffinerie balladeuse ». Le Val de Saône pourrait être gratifié d'une « centrale balladeuse », entre Boyer et Crèches. Des bruits insistants circulent.  
 La coordination anti-nucléaire du Val de Saône a pu acheter un demi hectare sur le site prévu de la centrale de Boyer, sans que la SAFER oppose son veto.  
 Compte tenu des expériences acquises sur d'autres sites, c'est presque inquiétant. EDF tiendrait-elle un autre site en réserve ?  
 Directeur de la publication: Georges Didier

### LE POINT DES TRAVAUX

Une partie importante des travaux d'aménagement de la Saône est déjà réalisée. Il s'agit :  
 - du barrage de Couzon au Nord de Lyon,  
 - du barrage de Charnay, proche de Verdun, sur le Doubs,  
 - des barrages de Thoisy et Gigny, le premier au Sud de Mâcon, le second au Sud de Chalon, qui sont en voie d'achèvement,  
 - de plusieurs écluses qui fonctionnent d'ailleurs tant bien que mal (plutôt mal que bien),  
 - d'un canal de dérivation de 10 km de long qui vient d'être achevé entre Seurre et Pagny.  
 Par ailleurs, de nombreux travaux de moindre importance doivent compléter ces ouvrages (chenal navigable à approfondir, coudes à redresser, îles gênantes à raser ou à faire disparaître totalement). Il n'y a que très peu de communes sur lesquelles aucun travail ne soit prévu.  
 Le coût de tout cela pour la Bourgogne s'élevait en janvier 1974 à 145 millions de francs dont 15% à la charge des collectivités locales ...